

**POUR VENDRE
LOUER
ACHETER**
LES ANNONCES CLASSÉES
647-3311

LE SOLEIL

**RÉNOVATION
GUILLOT**
ELECTRICITE
PLOMBERIE
CHAUFFAGE
Estimations gratuites
661-9211
CHAUFFE-EAU 40 GAL 165 \$ 60 GAL 245 \$

MERCREDI 1er AOÛT 1990

QUÉBEC 94E ANNÉE NO 211
30 PAGES, 3 CARNERS + 1 TABLEAU

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3 000 \$
MONTREAL ÎLES DE LA MADELEINE GASPESIE ANTIBIOM

35c

LE SPORT

C'est fait ! Nolan Ryan remporte sa 300e victoire



Nolan Ryan est devenu hier le 20e lanceur du baseball majeur à remporter une 300e victoire en carrière, alors que le Texas a écrasé Milwaukee

11-3. Le vétéran droitier des Rangers, 43 ans, a commencé sa carrière avec les Mets en 1966. S-3

LE MONDE

Vers une criminalité meurtrière record aux É.-U.

Avec quatre autres enfants atteints par des balles perdues, depuis une semaine à New York, le record de 1980 sera probablement battu. C-12

LE CANADA

La GRC saisit 20 tonnes de haschisch en Nouvelle-Écosse

La vaste opération à laquelle ont participé plusieurs corps policiers, dont la SQ et l'Armée canadienne, a aussi permis l'arrestation de 16 personnes. C-4

LE GOUVERNEMENT

Pas de sénateurs sur la commission constitutionnelle

Les partis politiques fédéraux devront absolument déléguer un député du Québec s'ils veulent participer à la commission parlementaire sur l'avenir du Québec. A-7

LE QUÉBEC

Les employés de Stelco déclenchent la grève

Le Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique a dressé les piquets de grève devant l'usine de Contrecoeur, où oeuvrent 600 travailleurs. A-6

LA RÉGION

Deux adolescents se noient dans le ruisseau Dominique

Près de Montmagny, Eric et Sylvain Comeau, 15 et 19 ans, partis en trimoto, ont décidé de se rafraîchir dans le ruisseau, ce qui a provoqué leur hydrocution. A-3

L'EDITORIAL

Le pistolet à eau de Brian Mulroney

Le premier ministre fait de la démagogie lorsqu'il braque le revolver économique sur la tempe des Québécois pour les dissuader de rompre les liens avec le Canada. A-12

L'INDEX

Québec et l'Est québécois	A-3, A-4, A-9 à A-11 et B-8
Le Québec	A-5 à A-8 et A-13
Le Canada	C-3
Le Monde	C-12
Annonces classées	C-5 à C-10
Arts	B-5 et B-7
Bandes dessinées	S-15
Bridge	C-3
Consommation	C-1 et C-2
Décès	C-11
Économie	Cahier B
Editorial	A-12
Feuilleton	C-7
Horoscope	S-12
Mots croisés	C-8
Mot mystère	C-8
Où aller à Québec	B-6

LA MÉTÉO

Nuageux avec possibilité d'averses en matinée. Éclaircies en après-midi. Maximum de près de 23. Minimum de 13. Vents modérés. Demain: nébulosité partielle. S-16

Pour cotisations syndicales non versées

Infirmières menacées de poursuites

Le Syndicat professionnel des infirmières et des infirmiers du Québec (SPIIQ) a décidé de recourir à tous les moyens, y compris la mise en demeure auprès de 20 à 25 % de ses membres, pour récupérer des cotisations syndicales qui, dans bien des cas, n'ont pas été versées depuis septembre 1989.

par JACQUES DALLAIRE
LE SOLEIL

À la Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIIQ), qui représente 52 syndi-

cats dans la province, dont ceux du SPIIQ, la trésorière, Mme Eileen King, estimait hier, au cours d'un entretien avec LE SOLEIL, à au moins 3 000 000 \$ les montants dus en cotisations syndicales.

L'application de la loi 160 décretee par le gouvernement du Québec pour mettre fin au mouvement de grève déclenchée par les infirmiers et infirmières en pleine campagne électorale provinciale l'automne dernier suspendait l'obligation pour l'employeur de retenir à la source la cotisation syndicale (formule Rand) pour trois mois pour chaque jour de grève même par le personnel infirmier.

Les professionnels syndiqués majoritairement représentés par le SPIIQ ou regroupés au sein de certains syndicats autonomes, tous affiliés à la FIIQ, soit au total 40 000 personnes, sont repartis dans 429 établissements (centres hospitaliers, foyers, CLSC ou centres d'accueil) à travers le Québec.

Comme la loi ne supprimait pas la perception de la cotisa-

tion syndicale, mais relevait les employeurs de leurs obligations, la tâche de recupérer le manque à gagner incombe maintenant à chaque syndicat.

Déjà des milliers de factures ont été envoyées aux membres qui ignoraient qu'ils devaient continuer à payer leur cotisation, ou qui ont laissé porter ou

Suite A-2, Infirmières...

Locataires recherchés pour édifices à bureaux



L'édifice Dufferin, au 905, boulevard Dufferin-Montmorency, cherche des locataires, à l'instar de l'ensemble du parc administratif de la région métropolitaine de Québec.

Les prochaines années seront plus difficiles

Un taux d'inoccupation inquiétant

Le marché des édifices à bureaux connaîtra une situation difficile au cours des prochaines années dans la région de Québec alors que le taux d'inoccupation tournera autour de 12 à 13 %.

par LOUIS-GUY LEMIEUX
LE SOLEIL

La firme Racine, Larochelle & Associés vient de rendre public un rapport qui dresse l'inventaire de 295 édifices à bureaux du domaine public et privé de plus de 10 000 pieds

carrés. Cette analyse montre que les tendances actuelles et futures, à court terme, du marché des édifices à bureaux du Québec métropolitain ne sont pas encourageantes.

Selon l'évaluateur agréé et consultant Emile Larochelle, le taux d'inoccupation augmentera de quatre points au

cours des trois prochaines années. Ce taux était de 8,6 au 1er avril 1990.

M. Larochelle croit que dans une situation saine du marché, ce taux d'inoccupation des édifices à bureaux devrait être entre 4 et 5 %.

Le consultant croit cependant que la situation pourrait se corriger à partir de 1994.

Le rapport Racine Larochelle a dénombré 225 édifices à bureaux déjà construits

de plus de 10 000 pieds carrés dans la région métropolitaine de Québec. Il a relevé neuf édifices en construction totalisant près de 1,2 million de pieds carrés. Onze autres projets avec date définie d'occupation (en 1990 et 1991) étaient dénombrés pour un million de pieds carrés.

À noter qu'il existe 50 projets sans date définie d'occupation totalisant près de 4,7

Suite A-2, Édifices...

Deux bénéficiaires d'aide sociale heureux de leur sort

Gaétan Fortin pense à contre-courant : il est bénéficiaire d'aide sociale, il participe à un stage en milieu de travail qui lui rapporte 100 \$ par mois... et il est content !

par LOUISE LEMIEUX
LE SOLEIL

« Je suis tanné d'entendre tout le monde se plaindre de la loi 37. Moi, je profite des programmes du ministère (de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu), et je suis très satisfait. Avec le cours que j'ai suivi, et le stage dont je profite actuellement, j'ai au moins l'espoir de m'en sortir un jour », dit Gaétan Fortin.

Hier matin, veille de l'entrée en vigueur de la loi 37, Gaétan Fortin a téléphoné au SOLEIL de sa propre initiative. Il voulait dire qu'il n'y a pas que des éléments négatifs dans cette nouvelle loi. « J'en suis la preuve vivante », affirme-t-il. « Moi aussi », affirme Brigitte Gagnon, une collègue de Gaétan Fortin.

Le système a du bon

De petits emplois occasionnels entrecoupés de période

de chômage ont fini par mener Gaétan Fortin à l'assistance sociale en mars dernier. Grâce au programme de rattrapage scolaire il a terminé ses études secondaires, et suivi un cours de commis de bureau. Un autre programme de stage en milieu de travail l'a amené au bureau de Travail-Québec, à Limoilou, comme commis de bureau, justement.

« Je ne me sens pas exploité, parce qu'ici j'apprends, j'acquiers de l'expérience ». D'ici la fin de son stage, en octobre prochain, il espère avoir trouvé un emploi permanent, sinon, il s'inscrira à un autre cours ou profitera d'un autre stage en milieu de travail. Le stage en milieu de travail rapporte 100 \$ au bénéficiaire, en plus des 542 \$ de prestation. Quand il tra-

Suite A-2, Heureux...

Autre texte en page B-8



Brigitte Gagnon



Gaétan Fortin

Trinidad et Tobago Robinson est libéré mais la crise persiste

PORT OF SPAIN (AFP, AP, NYTNS) — La crise à Trinidad et Tobago était « loin d'être résolue » hier soir en dépit de la libération dans l'après-midi du premier ministre Arthur Ray Robinson, 63 ans, qui était depuis vendredi l'otage de rebelles, a souligné le ministre de la Justice Anthony Smart.

Dans une conférence de presse à Port of Spain, M. Smart a ajouté que le gouvernement de Trinidad et Tobago poursuivait ses efforts pour obtenir la libération des 40 autres personnes toujours détenues par les rebelles musulmans dirigés par Yasin Abu Bakr. Quinze membres du cabinet sont retenus au parlement.

La situation reste confuse dans la capitale depuis le début, vendredi, de cette tentative de coup d'État qui, selon le gouvernement n'a fait qu'une dizaine de morts. Samedi, l'agence caribéenne de presse, basée à la Barbade, avait pourtant donné un bilan de 22 morts et au moins 120 blessés.

Les négociations se poursuivent entre les autorités et les insurgés qui exigent la démission de M. Robinson, des élections dans un délai de trois mois

et l'amnistie pour les rebelles, a indiqué M. Smart.

Le ministre a affirmé ne pas être en mesure d'indiquer si M. Robinson, blessé, que les rebelles semblent avoir libéré pour raisons humanitaires, avait signé un accord avec eux. Il a ajouté ne pas pouvoir préciser si le premier ministre avait accepté de démissionner.

Peu avant la libération de M. Robinson, Yasin Abu Bakr avait appelé un groupe de journalistes au téléphone pour leur faire part une nouvelle fois d'un accord avec le premier ministre prévoyant un « cessez-le-feu » et la libération des otages. Il avait cependant ajouté que certains ministres (non retenus en otages) cherchaient à « saboter » l'accord pour faire leur propre « coup », selon un enregistrement diffusé par CNN.

Suite A-2, Trinidad...

Autres textes en page A-5

Suites de la première page

Édifices...

millions de pieds carrés. Ces chiffres comprennent la « Grande Place » appelée aussi l'espace Saint-Roch.

Il est surprenant de constater, selon le rapport, que le gouvernement provincial est propriétaire ou locataire de près de 45 % de la superficie totale inventoriée de 17 000 000 de pieds carrés.

Autre chiffre intéressant, la majeure partie de cette superficie, soit plus de 65 % des 225 édifices déjà construits, se situe à l'intérieur des limites de la ville de Québec.

De 1980 à 1989, c'est dans le secteur de Sainte-Foy que la construction d'édifices à bureaux a été la plus active avec l'arrivée de plus d'un million de pieds carrés. Les années à venir s'annoncent prospères car encore plus de 1,3 million de pieds carrés sont prévus.

En raison de son potentiel de développement, le quartier Lebourgneuf est actuellement le secteur le plus actif du Québec métro. Depuis 1986, 600 000 pieds carrés y ont été construits. D'ici quelques années, le parc administratif de Lebourgneuf totalisera plus de trois millions de pieds carrés.

Infirmières...

encore qui refusent d'acquiescer la note.

« Ça va prendre de quatre à six mois avant de rétablir la situation », confiait Mme King, tellement la situation est complexe. D'après la trésorière de la FIQ, la moitié des syndicats affiliés sont à jour, « mais, prévient-elle, ça évolue de façon quotidienne. Il est surtout difficile de rejoindre les personnes travaillant à temps partiel. »

Certains syndiqués ont fait grève pendant sept jours, certains autres ont tenu des piquets pendant trois jours, alors que d'autres sont des employés à temps partiel ou rémunérés selon les heures de travail compliées. D'autres encore étaient soit en congé de maternité ou de maladie au moment où est survenu le conflit.

Tout un échec à démêler pour chaque syndicat et inutile de compter sur la collaboration patronale, note pour sa part M. Robert Côté, administrateur exécutif du SPIQ de Québec.

Le SPIQ de Québec compte 6840 cotisants dans l'ensemble des établissements de la grande région administrative 03, à l'exception du CHUL et du Centre hospitalier Robert-Giffard.

« Nous avons déjà envoyé plus de 800 factures, explique M. Côté. De 20 à 25 % des membres n'avaient pas produit de chèque depuis septembre 1989, mais un bon nombre sont en congé de maladie ou de maternité. Reste aussi un certain nombre de recalcitrants. Jusqu'à maintenant, les résultats obtenus sont satisfaisants. Il nous reste à ratisser quatre gros établissements, soit les centres hospitaliers Saint-François-d'Assise, Saint-Sacrement, Laval et l'Enfant-Jésus. Au total, la perception vise 1500 membres sur 6840. »

Le SPIQ de Québec joint à ses factures un avis écrit, signé par la présidente Mme Lise McKinley, signifiant de façon non équivoque que le conseil d'administration procède d'abord à la facturation auprès des membres et que « des mesures légales seront entreprises à l'automne pour celles et ceux qui continueront d'ignorer leurs obligations. »

Les membres du SPIQ ont fait grève pendant sept jours en moyenne, ce qui signifie que la perception à la source ne sera pas rétablie avant juillet 1991. Dans d'autres établissements, comme les CLSC, ou l'arrêt de travail a été plus court, soit trois jours en moyenne, l'employeur devrait recommencer à retenir les cotisations en décembre prochain.

Heureux...

vaillait comme commis au salaire minimum, il gagnait 700\$... mais payait ses médicaments de sa poche.

D'assistée sociale qu'elle était, Brigitte Gagnon est devenue agent de bureau pour un an : stagiaire à Travail-Québec pour six mois, on lui a offert un contrat d'un an au bout de trois mois. « Le stage m'a stimulée, m'a donné le goût du travail de bureau. J'ai eu la chance de décrocher un contrat d'un an. J'ai mangé de la merde quand j'étais assistée sociale, mais mes enfants n'ont manqué de rien. Aujourd'hui, je suis fière de faire vivre ma famille », dit-elle.

Les stages en milieu de travail, le retour aux études, la formation professionnelle, ça a du bon, c'est un moyen de s'en sortir, c'est une chance, affirme en coeur Brigitte Gagnon et Gaétan Fortin. « Les stages et les cours nous ont stimulés, nous ont donné la chance de nous prendre en main », disent-ils.

C'est le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, André Bourbeau, qui serait content d'entendre ça.

Oka...

aujourd'hui à Québec à indemniser les gens qui ont subi des pertes.

Période des questions

« Ça fait trois semaines qu'on négocie, ça fait trois semaines que Ciaccia (le ministre des Affaires autochtones) fait des concessions. Ça n'a pas bougé d'un poil », a lancé un résident d'Oka, Bernard Boivin, qui participait à la période des questions.

« Cela échappe au conseil municipal », a répliqué Me Francis Fox, l'avocat qui agit dans ce dossier au nom de la municipalité.

M. Boivin, un membre du club de golf, a dit ne pas comprendre comment la municipalité faisait toutes ces concessions sans avoir acquis la certitude que les barricades des Mohawks seraient levées en contrepartie.

Il a alors mérité les applaudissements nourris de l'assistance réunie dans la nef de l'église paroissiale.

« Il importe au gouvernement fédéral de mettre ses culottes », a

reconnu l'avocat Lambert Toupin qui a lui aussi négocié pour le fédéral.

« Ciaccia voudrait qu'on se mette à genoux, mais je ne suis pas d'accord. On n'a pas à signer sous la menace des Indiens », a déclaré Gaétan Catafore, un entrepreneur de l'endroit.

À propos de la somme compensatoire, M. Boivin, un ex-agent d'immeuble, a dit que la somme était ridicule compte tenu que le marché immobilier d'Oka prendra des années à s'en remettre.

Ciaccia pris à partie

Au cours de la soirée, le ministre Ciaccia a été pris à partie à plusieurs reprises.

« Ciaccia retarde le règlement du dossier » a soutenu un citoyen. « La municipalité devrait demander au gouvernement du Québec de ne pas lui laisser le dossier entre ses seules mains et de s'employer à trouver des interlocuteurs valables ».

Un autre citoyen, Jean-Guy Legault, a demandé au premier ministre Bourassa de s'impliquer directement dans le dossier afin de faire respecter également les droits des citoyens d'Oka. « Nous sommes pacifiques et nous tenons à continuer de l'être », a-t-il dit.

« Les terrains sont vos plus grosses cartes et vous vous apprêtez à les céder, a lancé de son côté une jeune femme.

« On dirait que c'est une partie de cartes où c'est celui qui a le plus gros jeu qui gagne », a-t-elle ajouté.

Un jeune homme dans la trentaine a fait valoir qu'en octobre 70, aucun palier de gouvernement n'a accepté de négocier avec des terroristes, « pourquoi acceptent-ils de négocier maintenant sous la menace ».

Trinidad...

M. Robinson lui-même avait parlé brièvement après Yasin Abu Bakr pour indiquer qu'il y avait bien eu un « accord » avec les rebelles, qui permettrait la libération de tous les otages. Des accords similaires avaient déjà été annoncés la veille.

De son côté, un responsable des forces de Défense de Trinidad et Tobago, M. Ralph Brown, a indiqué, lors de la même conférence de presse, « ne pas être au courant d'instructions » pour la mise en oeuvre d'un accord.

M. Smart a également affirmé qu'« aucune intervention étrangère n'a eu lieu » à Trinidad et Tobago qui, a-t-il dit, a reçu des messages de soutien de plusieurs pays, en particulier ceux des 13 pays des Caraïbes.

Interrogé sur les armes des rebelles, qui possèdent des fusils d'assaut soviétiques AK-47, le ministre s'est refusé à tout commentaire sur l'origine de ces armes.

Le département d'État américain avait affirmé que de nombreux membres du groupe dirigé par Yasin Abu Bakr, le « Jamaat al Muslimen », ont reçu un entraînement militaire en Libye. Leur chef a affirmé être un « ami personnel » du dirigeant de ce pays, Mouammar Kadhafi.

UNE BONNE NOUVELLE SEARS

JAMBE DROITE OU SEMI-ÉVASÉE POUR LE PORT DE LA BOTTE

GRIFTE ROUGE LEVI'S^{MD} CHEZ SEARS, VOTRE SIÈGE SOCIAL DE LEVI'S^{MD}

33⁸⁸

ch. Pour hommes Sears ord. 39,99\$

ROBUSTE DENIM 14 1/2 ONCES TEINT

4 DES FINIS LES PLUS EN DEMANDE

Au choix! Le modèle original '501' à braguette boutonnée et jambes droites ou le modèle '531', de coupe ajustée. 4 tons. Levi'sSM le modèle qui vous convient! Griffe brune Levi'sSM... une exclusivité Sears. Une allure classique en coton robuste lavable à la machine. Des rivets en cuivre agrémentent les coutures. Tons ordinaires ou délavés. Sears ord. 29,99\$ - 36,99\$, ch. 27,88\$ - 31,88\$

MAGASINAGE EN PERSONNE

Pas de retour pour poupée gonflable usagée

TORONTO (PC) — Un homme a été accusé d'agression à main armée après que la gérante d'un sex-shop eut été frappée et menacée avec des ciseaux parce qu'elle avait refusé de reprendre une poupée gonflable usée.

Un client, qui avait acheté la «poupée de sexe gonflable» au magasin Linda's Love Lace and Lingerie de Toronto, a essayé de la rendre «après qu'on s'en fut servi» quatre heures plus tard, a-t-on indiqué lundi de source policière.

Devant le refus de la gérante de lui remettre son argent, il lui lança des ciseaux, lui donna un coup de poing et la poussa violemment contre une fenêtre de verre, a ajouté la police.

Ayant ensuite pris la fuite, le suspect a été arrêté peu après.

La dame n'a souffert que de blessures superficielles.

Gyoung Kim, 35 ans, a été accusé d'agression et d'agression à main armée.

Trois requins attrapés par un pêcheur novice

LONDRES (AFP) — Micky Clark, 42 ans, qui accompagnait des amis à la pêche au maquereau au large de la Cornouaille, n'avait jamais touché de canne à pêche : en fin de journée, il avait pêché trois requins.

M. Clark, originaire de Cheltenham (sud-est de l'Angleterre), a étonné ses amis en ramenant un requin bleu de plus de 400 kg, puis deux autres de 300 et 200 kg.

À son retour à terre, le pêcheur chanceux a immédiatement été fait membre de droit du Club des pêcheurs de requins de Grande-Bretagne.

TOUS CES ARTICLES SONT OFFERTS AUX MAGASINS ET AUX BUREAUX DE VENTE SEARS PAR CATALOGUE

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 1^{er} SEPTEMBRE 1990

sauf avis contraire, dans la limite des stocks disponibles

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT • SERVICE APRES-VENTE ASSURE DANS TOUT LE CANADA •

LA CARTE DE CREDIT N° 1 DES MAGASINS A RAYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions 'Ord.' ou 'Étai' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 lundi et mardi; de 9h30 à 21h du mercredi au

vendredi; de 9h à 17h le samedi. Québec, Place Fleur de Lys, 529-9861, Ste-Foy, Place Laurier, 658-2121, Lévis, Galeries Chagnon, 833-4711.

Copyright Canada, 1990, Sears Canada Inc.

LA QUOTIDIENNE

tirage du 31 juillet

7-6-8

2-6-0-2



L'agent Gérard Aubin de la police de Baie-Comeau montre une partie de la cocaïne saisie.

Importante saisie à Baie-Comeau

Au tour de Baie-Comeau d'être le théâtre d'une importante saisie de drogue. Le dimanche 22 juillet, la sûreté municipale a en effet raflé près de 700 grammes de cocaïne et arrêté une personne. La drogue aurait rapporté un demi-million \$ au marché noir.

par ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
LE SOLEIL

Le suspect, Jean-Noël Mongrain, 36 ans, est originaire de Grand-Mère. Il a comparu jeudi au palais de justice de Baie-Comeau, pour trafic de stupéfiants. Mongrain demeurera incarcéré au centre de détention de Baie-Comeau jusqu'à son enquête préliminaire fixée au 8 août.

« La saisie s'est effectuée de façon spontanée », a déclaré Gérard Aubin, porte-parole de la sûreté municipale, plutôt qu'à la suite d'une longue enquête. Néanmoins, cette piste sera examinée puisque la drogue a été remise à la Sûreté du Québec, qui continuera l'enquête. Il semble que Mongrain était arrivé récemment de Montréal avec la drogue au moment de son arrestation. La coke était destinée au marché local.

« Il s'agit d'une importante rafle pour la région, ajoute M. Aubin. C'est également une des plus importantes quantités de drogue saisies par la sûreté municipale. »

Agression sexuelle à Baie-Saint-Paul

Une agression sexuelle est survenue lundi après-midi à Baie-Saint-Paul.

LE SOLEIL

Un jeune homme aurait agressé une dame sur le bord d'un cours d'eau. Il était armé d'un bâton et d'un couteau.

La victime serait la soeur du ministre de la Justice, M. Gil Rémillard, selon une station de radio de Québec.

La Sûreté du Québec confirme qu'il y a eu agression mais refuse de rendre publique l'identité de la victime. Cette habitude de taire l'identité d'une victime d'agression sexuelle est la norme à la SQ, qui n'entend pas en déroger sous prétexte qu'il s'agit du parent d'un personnage public.

L'INDEX REGIONAL

SAINT-AUGUSTIN

Un citoyen, voisin de la cabane à sucre de Guy Lafleur, se plaint du fait que l'exploitation de cette érablière outrepassé les conditions posées par la municipalité. **A-9**

QUÉBEC

Un mandat d'arrestation est émis contre Roger Aubin, relativement au meurtre de Stéphane Morin, survenu vendredi dans la rue Durocher. **B-8**

Saint-Paul-de-Montminy

Deux adolescents périssent noyés

Deux adolescents ont été retrouvés sans vie durant la nuit de mardi dans le ruisseau Dominique, sur le 1er Rang à Saint-Paul-de-Montminy, un petit village situé au sud-est de Montmagny. Les deux victimes, Eric et Sylvain Comeau, âgés respectivement de 15 et 19 ans, habitaient Sainte-Euphémie, à quelques kilomètres du lieu où ils ont péri.

par JEAN-SIMON GAGNE
LE SOLEIL

Les deux frères auraient quitté la ferme familiale vers 15 h, lundi, pour une balade de trimoto. Ne les voyant pas rentrer pour le souper, comme c'était leur habitude, les parents ont commencé à s'inquiéter. Les recherches ont finalement débuté à la tombée de la nuit. C'est un oncle des victimes qui aurait fait la macabre découverte quelques heures plus tard, après avoir aperçu le trimoto des deux malheureux stationné en bordure du ruisseau Dominique.

Les circonstances exactes du drame demeurent encore nébuleuses. Tout porte à croire que les deux adolescents aient décidé de se rafraîchir dans un petit bassin que forme le ruisseau, à proximité du 1er Rang de Saint-Paul. A cet endroit, le ruisseau n'a guère



M. Jean-Paul Gagnon, un sexagénaire de Saint-Paul-de-Montminy qui fréquente le ruisseau Dominique depuis son plus jeune âge, examine l'endroit où ont péri les deux adolescents : « un petit bassin d'eau glacée, n'ayant pas plus de six pieds de profondeur ».

plus de six pieds de profondeur. Mais le contact de l'eau glacée, en ces journées de canicule, a pu faire perdre connaissance aux baigneurs, un phénomène connu sous le

nom d'hydrocution. Accourus hier sur les lieux du drame, plusieurs résidents du village n'en revenaient pas. « C'est moins grand qu'une piscine, comment deux jeunes

en santé ont pu se noyer là-dedans », s'exclamait Jean-Paul Gagnon, un sexagénaire de Saint-Paul qui fréquente le coin depuis son plus jeune âge.

L'enquête a été confiée au coroner Louise Nolet. L'autopsie pratiquée hier à Québec devrait permettre de déterminer comment les deux jeunes adolescents ont trouvé la mort.

Homme trouvé blessé dans des circonstances étranges, 2e Rue

Un homme grièvement blessé à la tête a été retrouvé hier matin dans un immeuble en rénovation de la 2e Rue, à Québec. Il était toujours vivant lors de son transport à l'hôpital mais son état est jugé critique.

par ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
LE SOLEIL

C'est un ouvrier qui a fait la découverte en entrant au travail, vers 7 h 45. L'édifice avait brûlé tôt le matin du 2 janvier. Deux personnes avaient péri dans l'incendie.

La victime avait le visage ensanglanté et son crâne était littéralement défoncé. Elle gisait sur le premier plancher de la maison. On ignorait son identité hier matin, puisqu'il ne portait aucun papier d'identité sur lui ; il s'agirait toutefois d'un homme âgé entre 25 et 30 ans. Il a subi une longue intervention chirurgicale, au bout de laquelle les médecins ne se s'étaient toujours pas prononcés sur ses chances de survie; ils prévoient observer l'homme durant au moins deux jours avant de le faire.

Les enquêteurs ont passé l'avant-midi à tenter de reconstituer le fil des événements, et à déterminer s'il s'agit d'un meurtre ou d'un accident. Selon le porte-parole de la police de Québec, Jacques Vandal, aucun objet pouvant avoir servi d'arme n'a été retrouvé sur place, malgré les recherches du maître de chien. C'est pourquoi l'hypothèse que la victime ait

pu s'infliger de si sévères blessures en tombant, ou en déboulant un escalier n'est pas totalement écartée.

Des taches de sang ont été découvertes sur le trottoir, à l'entrée de la ruelle derrière la maison, probablement reliées aux événements. Quelques gouttes ont également été trouvées sur la voiture d'un voisin, tout près de l'entrée de la maison. Les empreintes digitales ont été prélevées sur la voiture et les taches de sang feront l'objet d'une analyse pour déterminer s'il s'agit bien du sang de la victime.

Ce même voisin, propriétaire de la voiture, affirme que son véhicule était stationné depuis lundi soir au même endroit. Il était encore sur le balcon de son appartement vers 1 h la nuit avant la découverte, et il n'a rien entendu de suspect.

Il semble difficile de déterminer l'heure à laquelle les événements se sont produits. En effet, les voisins ne font mention d'aucun bruit particulier, ni d'aucun cri. Un d'entre eux, cependant, qui revenait du travail à 6 h 50, se dit à peu près certain qu'il n'y avait pas de tache de sang sur le trottoir à son arrivée. Toutefois, les ambulanciers estiment que les événements pourraient avoir eu lieu durant la nuit ou tôt le matin.



Un policier recueille un échantillon de sang sur le trottoir pour fins d'analyse.



Le maître de chien a fouillé l'immeuble.

Boulevard Martel et environs 80 % veulent rester citoyens de Québec

Les résidents du boulevard Martel, dans le quartier Neufchâtel, ne veulent pas, à 80 %, d'une annexion à Loretteville.

par BENOIT ROUTHIER
LE SOLEIL

La présidente du Comité des citoyens du boulevard Martel, Mme Michèle Blackburn, a déposé, lundi soir, au conseil municipal, une pétition de citoyens qui disent leur volonté de demeurer à Québec.

Elle a expliqué que 80 % des résidents du boulevard Martel et des environs se sont opposés à une annexion à Loretteville lors d'un porte-à-porte.

Cette idée d'annexion de la partie nord de Neufchâtel à Loretteville, est née du problème de résidents du boulevard Valcartier qui veulent obtenir les services d'aqueduc et d'égout, une promesse de Québec au temps du projet d'annexion de Neufchâtel à Québec.

Le maire Jean-Paul L'Allier a promis de faire tous les efforts possibles pour convaincre les citoyens de ce secteur des avantages de demeurer à Québec si jamais le débat se fait sur le sujet. Le maire de Québec a précisé qu'au moment où il avait dit qu'il ne garderait personne en cage, ça ne voulait pas dire qu'il est prêt à abandonner le quartier à Loretteville.

LE SOLEIL n'a pu rejoindre M. Jean-Charles Trepanier, porte-parole des citoyens du boulevard Valcartier qui veut une annexion à Loretteville. Mais M. Gaëtan Picard, du Comité des citoyens du boulevard Martel, nous a précisé que le sondage n'avait rien à voir avec le boulevard Valcartier et ses citoyens, à qui il souhaite bonne chance dans la résolution de leur problème.

Une octogénaire se fait voler son sac à main à Limoilou

Le secteur de Limoilou est passablement « chaud » par les temps qui courent. Outre une mystérieuse histoire d'homme blessé, et une série de vols dans les dépanneurs, voilà qu'un inconnu détousse les dames de leur sac à main.

Les policiers sont en effet à la recherche d'un jeune homme qui a blessé sérieusement une dame de 81 ans avant de lui dérober son sac à main, vers 9 h 45 hier.

L'agresseur circulait à bicyclette sur la 4e Avenue lorsqu'il a littéralement foncé sur sa victime. L'octogénaire souffre de

blessures à la tête et de contusions.

La description de l'agresseur correspond à celle d'un individu qui a commis le même genre de vol en fin de semaine, à Limoilou également.

Il circulait à bicyclette et certains détails de sa description physique correspondent.

LE TRÉSOR

10 000\$ en argent

A GAGNER

DU GRAND LIMOILOU

ENVOI DES COUPONS DE PARTICIPATION

DATE LIMITE: 13 AOÛT 1990, AVANT 16 h 30 AU JOURNAL LE SOLEIL

N'oubliez pas!

Pour avoir une chance de gagner, les 20 INDICES sont suffisants.

AUGMENTEZ VOS CHANCES!

- ★ QUINCAILLERIE BROUSSEAU 624, 3e Avenue
- ★ BOUCHERIE DELISLE 566, 3e Avenue
- ★ JUNEAU ET FRÈRES 550, 3e Avenue

INDICES et COUPONS de PARTICIPATION DISPONIBLES À CES ENDROITS:

- ★ CENTRE DU MATÉLAS CHIROPRATIQUE 975, 3e Avenue
- ★ AUTOMOBILE PLAZA 600, 1re Avenue
- ★ REAL PARENT AUTOMOBILES 401, 1re Avenue

- ★ AUTOMOBILES ANDRÉ BOIES 410, 1re Avenue
- ★ MANOIR ST-AMAND 2220, 1re Avenue
- ★ CONSULTANT CHEV HAIR 924, 1re Avenue

- ★ GOLD'S GYM 2105, 1re Avenue
- ★ VIDÉOFLEX 3215, 1re Avenue
- ★ Les commerces participants des Galeries de la Canadière

- ★ LES CAISSES POPULAIRES DU GRAND LIMOILOU
- ★ CEGEP DE LIMOILOU 1300, 8e Avenue
- ★ GESTION SANTÉ, M.D. 159, 41e Rue Ouest

Commanditaires du prix

COLLEGE DE LIMOILOU

Corporation de Développement Économique de Limoilou Inc.

VILLE DE QUÉBEC

LE SOLEIL

★ Téléphonnez d'ici le samedi 11 août, et vous obtiendrez sans frais un traitement de protection pour une pièce, d'une valeur de 24\$! ★

Offre spéciale de nettoyage

Faites nettoyer vos tapis par nos spécialistes. De plus, obtenez en prime le nettoyage de votre vestibule.



2 pièces et un vestibule

44\$ ord. 79\$

4 pièces et un vestibule

79\$ ord. 143\$

Super offre...

Maison complète

5 pièces, 12 marches et un vestibule

109\$ Ord. 206\$

Notre service 4 étoiles: une garantie de satisfaction à coup sûr!

- ★ Nos puissants appareils de nettoyage à la vapeur rendront vos tapis éclatants de fraîcheur et de propreté.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits très passants.
- ★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer tous les coins.
- ★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi!

Un canapé et 2 fauteuils

SOLDE 69\$ ord. 109\$

- ★ Nous utilisons différentes méthodes de nettoyage suivant le type de recouvrement.
- ★ Vos meubles ne risquent pas de s'abîmer! Les tissus retrouveront leur éclat!



Du lundi au vendredi de 9h à 17h,
le samedi de 9h à 13h

Québec 624-0478

Région de Montréal 339-5420



la Baie

N'oubliez pas de demander notre traitement de protection des fibres pour prolonger l'éclat de vos moquettes fraîchement nettoyées. Les salons et salles à manger combinés comptent pour deux pièces. La commande minimale est de deux pièces. Coût pour sous-sol: 2,40 \$ le m² (0,22 \$ le pi²). Frais supplémentaires pour le nettoyage des escaliers, des coussins de dossier non attenants, ainsi que des canapés modulaires et des revêtements en coton haïtien ou en tissu qui ne se nettoient qu'à sec. Frais de déplacement, s'il y a lieu. L'offre prend fin le 18 août 1990.

Plein Art fête ses 10 ans sans offrir de grandes nouveautés

Pour la dixième année, Plein Art revient cet été rapprocher les métiers d'art du public. Un rendez-vous sans grandes nouveautés toutefois, du 2 au 12 août, malgré cet anniversaire. Les surprises sont remises à l'an prochain.

par MARIE CAQUETTE
LE SOLEIL

Les 115 exposants restent ainsi parqués sous de banales tentes de polythène plantées autour du parc du Pigeonnier, derrière le parlement, où ils offriront des textiles, des bijoux, des cuirs, du bois et de la céramique. L'exposition-vente est accessible tous les jours de 11 h à 23 h, sauf le 12 août où l'on fermera à 21 h.

Ce n'est que l'an prochain que le Conseil des métiers d'art, qui organise cette exposition, dénouera un peu l'événement. Selon le directeur général adjoint, M. Jocelyn Caron, un ex-sculpteur, on manquait de temps pour présenter un nouveau concept cette année. Les esquisses proposées pour 1991 suggèrent une toute nouvelle présentation sous des arches tubulaires colorées, inspirées par des expositions milanaïses.

Depuis quelques années, ce sont les spectacles en soirée (20 h 30) qui volent la vedette à cette exposition de métiers d'art. Ce sera probablement encore la même chose cette année avec une dizaine d'artistes de la relève qui donneront des représentations de musique classique, rock ou orientale. Le dernier soir sera réservé au trio François Bourassa, des jazzmen reconnus, qui viendra jouer sous les fenêtres de papa.

Depuis deux ou trois ans, Plein Art progresse plus lentement, reconnaît Jocelyn Caron. Les ventes atteignaient l'an dernier 2,5 millions \$. On espère les maintenir à ce niveau ou les augmenter légèrement cette année, indiquait Michel Jolicoeur, responsable de l'événement. Ce n'est pas encore la pente descendante puisque les artisans font toujours leurs frais (un kiosque coûte 1000 \$) et que



MM. Jean-Pierre Tremblay, directeur général du Conseil des métiers d'art du Québec, Michel Jolicoeur, responsable de Plein Art 90 et Michel Fragasso, directeur des communications chez Desjardins (fédération de Québec) ont annoncé hier la tenue de la dixième présentation de Plein Art.

même les débutants s'y font un revenu décent, de dire M. Caron, mais le conseil des métiers d'art boucle tout juste son budget qui atteint les 250 000 \$.

En fait depuis près de 10 ans, les Québécois n'ont plus la fibre nationaliste très forte quand il s'agit de s'habiller ou de décorer leur maison, de dire M. Caron. Ils cherchent d'abord des objets et des couleurs qui s'harmonisent avec leur décor ou des objets esthétiques qui témoignent d'un sens du design. Quelque 25 % des artisans ont déserté les rangs ces dernières années parce qu'ils passaient carrément à côté de ces tendances.

Un certain nombre, par contre, ont fait le virage vers les goûts du jour et profitent de Plein Art pour tester leurs produits et mettre en vitrine leurs produits. La plupart commercialisent maintenant leur produits via des boutiques tels les artisans du Petit-Champlain. Plusieurs d'entre eux « montent » ce-

pendant à la haute-ville, le temps des 10 jours de l'exposition. M. Caron note que les jeunes artisans font preuve d'un esprit d'entrepreneuriat inconnu autrefois.

Malgré une décennie difficile, les métiers d'art conservent leur attrait. À preuve, une soixantaine de jeunes de 16 à 18 ans sont inscrits au programme spécialisé en métiers d'art qui débutera en septembre. Mis sur pied conjointement par le Centre de formation du conseil des métiers d'art et le cégep de Limoilou, ce programme mène à un DEC. On l'offrira pour la deuxième année cet automne, de dire le responsable M. Jean-Claude Cyr. L'an dernier, une trentaine d'élèves étaient inscrits. Il y avait alors 20 ans qu'on n'offrait plus aucune formation reconnue en métiers d'art au Québec, rappelle-t-il.

C'est la joaillerie qui suscite le plus d'intérêt avec une vingtaine d'inscriptions. On offre aussi l'ébénisterie, la lutherie, la céramique et les textiles.

TELLEMENT PRATIQUES ET SI ÉCONOMIQUES...

les galettes de boeuf haché mi-maigre 1/4 lb

Emballage de 12
8,28 \$
(1,36 kg)

Emballage de 8
5,52 \$
(908 g)

Emballage de 4
2,76 \$
(454 g)



SEULEMENT

69¢
PIÈCE

Elles sont toutes prêtes pour vos barbecues. Faites-en provision!

Avec vous
POUR UN MONDE MEILLEUR

1699, rue d'Estimauville
Giffard

Centre commercial
Les-Quatre-Bourgeois

Les Galeries
Charlesbourg

Place Ste-Foy

255, ch. Ste-Foy

Place Fleur-de-Lys

Violation des Droits de l'homme des deux côtés des barricades

MONTREAL — Il y a bel et bien eu des cas de violation des droits de la personne des deux côtés des barricades à Kanesatake et à Kahnawake. Ottawa, par ailleurs, est la seule partie à ce ping-pong politico-guerrier à se faire tirer l'oreille pour la présence d'observateurs internationaux neutres pour aider au dénouement de la crise mohawk qui entre aujourd'hui dans sa quatrième semaine.

par ROGER BELLEFEUILLE
LE SOLEIL

C'est ce qu'a conclu, à la fois perplexe et sibyllin, en conférence de presse, hier dans la métropole, M. Jean-Claude Fouque, secrétaire général de la Fédération internationale des Droits de l'homme.

Au terme d'une visite d'observation d'une semaine à la demande d'organismes autochtones, M. Fouque, après un long préambule sur ses états de service, vient à la conclusion que le seul fait que des familles aient été expulsées de leurs domiciles, à Oka, est en soi une atteinte aux droits de ces gens.

Disant avoir pris bien soin de prêter objectivement l'oreille aux deux parties, il aurait recueilli 25 témoignages chez les Mohawks et 30 chez les citoyens d'Oka.

Mais compte tenu de son « timing », cet expert international qui se dit plus familier avec la langue de Descartes qu'avec celle de Shakespeare, avoue qu'il n'a pas

eu le temps d'enquêter sur chacune de ces « plaintes ».

Les doléances autochtones, à Kanesatake, auraient surtout porté sur les difficultés d'approvisionnement en vivres et en médicaments et les aléas vécus par une famille pour faire enterrer un enfant décédé dans un hôpital de Montréal.

En outre, pour cet habitué de crises internationales, qui a fait aussi un saut à Kahnawake, cette crise des barricades est beaucoup plus « perturbante » pour cette région de Montréal, alors qu'elle n'est qu'un « événementiel » à Oka.

Intervention de la SQ

Appelé à commenter la pertinence du tragique assaut policier du 11 juillet eu égard à la violation de droits, c'est en qualité de juge à la cour d'appel de Paris et de professeur de droit qu'il a répondu avec grande circonspection, avec un hiatus pour vanter les vins de Bourgogne et de Bordeaux comparés à ceux du Midi de la France, par les temps qui courent.

Au strict point de vue juridique, a-t-il finalement expliqué, l'injonction requise par la ville d'Oka pour faire lever les barricades mohawks et l'appel à la Sûreté du Québec pour la faire respecter étaient deux recours parfaitement légaux.

Il se peut qu'il ait été mis au parfum sur les tenants et aboutissants de cette opération policière en fin d'après-midi, hier. Avant son vol de retour, il avait en effet une rencontre prévue avec le directeur général de la SQ, M. Robert Lavigne.

Par ailleurs, ce qui rend fort perplexe cet habitué des crises internationales, c'est le statut des Warriors et le poids qu'ils auront dans la mise en place d'un protocole pour en arriver à un règlement négocié.

Des réticences

Le juge Fouque a déjà fait parvenir ses observations au groupe de travail de l'ONU, qui s'est penché, hier et aujourd'hui, à Genève, sur les droits des populations indigènes. Une autre sous-commission, celle-ci sur la discrimination envers les minorités, en sera saisie à compter du six août.

Pour le moment, a-t-il confié, la présence d'un ou de plusieurs observateurs neutres, à toutes les étapes du processus de négociations à venir, ne pose aucun problème, ni du côté autochtone (avec des réserves quant aux Warriors) ni du côté du gouvernement du Québec. M. Fouque dit en avoir reçu la confirmation tant du chef Konrad Sioui, de l'Assemblée des premières nations, que du ministre délégué aux

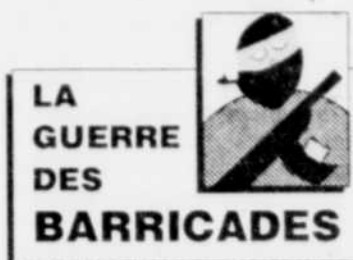
Affaires autochtones, M. John Ciaccia.

Ottawa aurait cependant des réserves. M. Fouque a rencontré cette semaine, dans la capitale nationale, une dame Martin, ministre d'Etat aux affaires indiennes, porte-parole anglophone du ministre Siddon, titulaire des Affaires indiennes.

Celle-ci lui aurait essentiellement expliqué qu'il n'était pas dans les coutumes du gouvernement canadien de régler ses conflits de cette façon.

Toutefois, M. Fouque aurait acquis le sentiment qu'à la délégation canadienne à Genève, l'idée aurait fait son chemin. Parce que le Canada, pour ne pas ternir son image internationale, préférerait la présence d'observateurs d'organismes internationaux à une « im-mixtion » de l'ONU dans ses affaires internes.

Quant à la durée des négociations pour mettre fin à cette guerre des barricades, M. Fouque ne s'est guère avancé à ce sujet. Selon les optimistes, s'est-il contenté de dire, ce processus pourrait prendre six mois, selon les pessimistes, 10 ans...



Pour faire face aux besoins de la population L'hôtel de ville se transforme en un centre de services d'aide

MONTREAL (PC) — Depuis hier, le comité des mesures d'urgence de la Sûreté du Québec, la Sécurité civile du Québec et le CLSC de Saint-Eustache partagent un même local à l'hôtel de ville d'Oka pour mieux aider la population dans le besoin.

Depuis hier également, un psychologue, M. Louis Bricault, est disponible sur place, pour aider les personnes qui vivent sous un stress intense.

Hier après-midi, 36 familles au total avaient fait appel à la Sécurité civile pour être hébergées à l'extérieur d'Oka. Deux autres personnes, vivant seules, avaient aussi demandé à quitter le village d'Oka.

Au bureau de la Sécurité civile, on informe qu'on est là pour répondre aux demandes d'aide mais qu'on ne fait pas nécessairement enquête pour dénicher des « cas problèmes » s'il devait s'en trouver qui ne sont pas rapportés.

La Sécurité civile offre également ses services à la population autochtone mais, semble-t-il, aucune famille de Kanesatake n'a encore fait appel à l'aide gouvernementale.

Si une évacuation de la population devenait nécessaire, un plan serait immédiatement appliqué par les deux municipalités, paroisse et village. Quant à la cueillette des déchets, elle ne se fait plus dans les rues de Kanesatake mais des conteneurs ont été disposés en des endroits stratégiques.

Le service des loisirs aurait annulé quelques sorties de groupes, plusieurs des enfants ayant quitté Oka. Ceux qui restent commentent à spéculer sur d'éventuels problèmes pour la rentrée scolaire, dans les premiers jours de septembre.

Les étudiants blancs qui fré-

Les Micmacs du N.-B. lèvent leur barrage

DALHOUSIE, N.-B. (PC) — Même s'ils ont mis fin à leur barrage routier, les Indiens micmacs du nord-est du Nouveau-Brunswick n'abandonnent pas leurs revendications.

Tout en disant regretter les inconvénients que les barricades ont pu causer aux résidents voisins de la réserve Eel River Bar, le chef Everett Martin, a déclaré mardi qu'il « fallait que ce soit fait pour ouvrir les yeux du public ».

Des membres de cette réserve ont retiré lundi les automobiles et les billots de bois qui entravaient la circulation sur l'autoroute 134, après que le gouvernement provincial se soit engagé par écrit à les rencontrer d'ici un mois pour débattre de leurs doléances.

Ils avaient d'abord bloqué l'autoroute en signe de solidarité avec les Mohawks d'Oka, mais leur geste a rapidement pris l'allure d'une campagne de sensibilisation à la bataille qu'ils mènent depuis longtemps pour obtenir compensation.

quentent l'école secondaire d'Oka, voisine de la trappe, n'aurait pas de barrières policières à franchir. Ceux et celles de Kanesatake qui fréquentent une école secondaire de Saint-Eustache pourraient trouver le trajet un peu plus compliqué.

Au niveau primaire, le village d'Oka et la communauté de Kanesatake possèdent chacun leur propre école.



George Paul, un Indien micmac de l'Île-du-Prince-Édouard, caresse des espoirs pour son fils, Moinaptok. Cet artiste de Charlottetown souhaite que son garçon puisse vivre comme ses ancêtres, en chassant, en pêchant et en résidant dans des wigwams.

Première entrevue gratuite et prix spéciaux

CLINIQUE POIDS-SANTÉ DE LA CITÉ

- Programmes d'amaigrissement pour tous basés sur le guide alimentaire canadien, sans médicaments ni produits spécifiques
- Programmes spéciaux destinés aux femmes à la ménopause et aux personnes souffrant d'hypertension artérielle.
- Régime réduisant le taux de cholestérol et de triglycérides dans le sang.
- Un suivi attentif et adapté selon votre disponibilité. Votre motivation est notre objectif constant.

Heures d'ouverture: 8h30 à 18h.
APPELEZ—NOUS AU 657-2040
Place de la Cité, Sainte-Foy, niveau B-2

Vente sous la tente à l'entrepôt Clément

VENTE SOUS LA TENTE SITUÉE SUR LE TERRAIN DE L'ENTREPÔT DU 5830, BOUL. PIERRE-BERTRAND NORD (Voisin de Boom Sports)

aussi Liquidation de vêtements pour femme, provenant directement d'un manufacturier de Montréal.

clément

BIENTÔT A Victoriaville

entrepôt 626-0574

PLACE STE-FOY • PLACE FLEUR DE LYS • GALERIES DE LA CAPITALE • LEVIS • SIENBRIGÈRE • TROIS RIVIÈRES • MONTREAL • CHICOUTIMI • ORINDONDVILLE • VICTORIENVILLE

VENTE

3 DERNIERS JOURS!

RABAIS JUSQU'À 50% ET PLUS

SUR TOUTE LA MARCHANDISE DE SAISON.

ARMAND BOUDRIAS

Place Québec Galeries de la Capitale
6818, St-Hubert, 273-2851 Promenades St-Bruno Place Bonaventure

American Express et autres cartes de crédit bienvenues

L'ombudsman des clients d'Hydro-Québec

400 plaintes par mois pour William Schwartz

Depuis qu'il est entré en fonction, il y a bientôt un an, l'ombudsman des clients d'Hydro-Québec, M. William

Schwartz, reçoit en moyenne 100 plaintes par mois, ce qui est beaucoup.

par MICHEL VENNE de la Presse canadienne

Environ 85 % de ces griefs portent sur la facturation et les méthodes de recouvrement de la société d'Etat, a indiqué hier M. Schwartz (de son vrai titre le Commissaire à l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité), lors d'un entretien avec la Presse canadienne.

Le nombre de réclamations dans ce domaine amènera le commissaire à recommander dans son rapport annuel qu'Hydro-Québec modifie plusieurs de ses pratiques commerciales, a-t-il indiqué.

«Êtes-vous satisfait du service que rend Hydro-Québec?» a-t-il demandé au journaliste. «Moi non plus», dit-il, sans attendre la réponse.

Les autres réclamations se rapportent pour 10 % aux délais de raccordement du service (lors de la construction d'une maison par exemple) et le reste (5 %) à des causes diverses.

Sur une période de 11 mois, soit depuis le 1er septembre 1989, le commissaire a traité 1087 plaintes, un nombre qui ne représente toutefois que la pointe de l'iceberg puisque le commissaire ne reçoit qu'une partie des plaintes adressées à la société d'Etat.

Service insatisfaisant

Depuis le début de 1990 (six mois seulement), Hydro-Québec a reçu au total près de 3500 plaintes écrites. Bell Canada, un service public comparable, en a reçu pour toute l'année 1989 (12 mois) à peine 974.

Un client mécontent doit d'abord demander réparation directement à Hydro-Québec, qui a 45 jours pour traiter la réclamation. Ce n'est qu'après avoir suivi cette procédure que l'abonné, toujours insatisfait, peut en appeler auprès du commissaire, ce qu'ils ne font pas tous.

M. Schwartz tente alors une médiation pour amener les parties à régler à l'amiable, ce qui a fonctionné dans presque tous les cas jusqu'à maintenant. Si cela ne marche pas, il peut recommander une solution, que la société d'Etat n'est pas tenue d'appliquer. Le commissaire ne possède qu'un pouvoir de recommandation.

M. Schwartz note que le service à la clientèle a certainement souffert du conflit de travail qui a sévi durant plusieurs mois à Hydro-Québec. Avocat de profession, M. Schwartz affirme avoir obtenu une excellente collaboration de la société d'Etat quant au traitement individuel des plaintes. Toutefois, dit-il, «pour ce qui est

de la résolution des causes, c'est autre chose».

C'est pourquoi il a l'intention de recommander à la société d'Etat plusieurs modifications à ses

politiques et ses pratiques commerciales dans son premier rapport annuel, qu'il doit remettre au ministre de la Justice d'ici au 31 décembre.

L'Hôtel Méridien impose le lock-out à ses travailleurs

MONTREAL (PC) — La direction de l'Hôtel Méridien, à Montréal, a imposé hier un lock-out à ses quelque 400 employés, alors que peu de temps avant, les employés se sont prononcés dans une proportion de 58,5 % contre les dernières offres de l'employeur.

Le syndicat des travailleurs de l'Hôtel Méridien a par la suite demandé au ministre du Travail d'intervenir rapidement et de nommer un conciliateur dans le dossier.

Les négociations achoppent principalement sur des revendications locales telles le temps de repas payé, l'ancienneté, les horaires de travail et des rajustements de salaire pour certains métiers.

Selon la présidente de la Fédération, Mme Lise Poulin, «le geste posé par la direction du Méridien jette du sable dans l'engrenage

des négociations regroupées provincialement dans l'hôtellerie, qui se déroulent tout de même rondement jusqu'ici».

La plupart des accords convenus jusqu'à maintenant sont d'une durée de trois ans et comprennent des augmentations de salaire de 16,25 %, incluant une protection de 1,75 % pour contrecarrer la taxe fédérale sur les produits et services (TPS). Les contrats de travail prévoient aussi des gains en ce qui concerne entre autres les congés de maternité, la formation professionnelle, les garanties minimales d'heures de travail et la réduction de la semaine de travail.

Un mouvement qui peut s'amplifier

Les employés de Stelco déclenchent la grève

MONTREAL (PC) — Plusieurs milliers de travailleurs de l'acier au Québec et dans d'autres provinces canadiennes ont déclenché une grève générale aujourd'hui.

Les syndiqués ont refusé les dernières offres de la compagnie Stelco et ont décidé de lever des lignes de piquetage aux entrées des usines.

Les négociations entre les membres du Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique et la compagnie ont été rompues il y a deux jours, alors que le contrat de travail des métallos venait à échéance mardi soir.

Les pourparlers achoppent sur le refus de l'employeur de négocier les clauses principales de la convention collective à une table

centrale, comme c'est le cas depuis une vingtaine d'années déjà.

Ce refus a généré plusieurs autres points de discorde, notamment sur les clauses relatives aux régimes de pension et d'assurances ainsi qu'aux salaires. A ce chapitre, les offres patronales faites aux travailleurs québécois de l'industrie correspondent à environ 2,8 % d'augmentation par année pour un contrat de trois ans.

«Les offres de la compagnie sont totalement inacceptables», explique dans un communiqué M. André Tremblay, permanent du syndicat des métallos dans le dossier de la Stelco. «On avait également avisé Stelco avant le début des négociations qu'il y aurait confrontation si elle persistait à vouloir négocier usine par usine au lieu d'une table centrale pour les clauses communes», ajoute-t-il.

Stelco emploie au total 10 000 personnes dont plus de 8000 dans six usines ontariennes. Au Québec, l'entreprise compte 600 travailleurs dans ses usines de La Chine et de Contrecoeur, alors que 450 autres travailleurs oeuvrent à l'usine de Stelco à Edmonton en Alberta.

Par ailleurs, à Sault Ste. Marie, en Ontario, les pourparlers entre la compagnie Algoma Steel et ses 6000 employés, également membres du Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique, ont été rompus lundi soir. Les salaires sont au coeur du litige, alors que là aussi, la convention collective prenait fin mardi soir.

Le 9 août les négociateurs de Donohue raffermiront leurs mandats

Les dirigeants du Syndicat des travailleurs du papier de Clermont (CSN) convoquent leurs membres en assemblée générale le 9 août. «Nous sommes rendus à un stade des négociations où nous devons raffermir nos mandats», indique le président, M. Michel Fortin.

par DENIS GAUTHIER collaboration spéciale

Les négociations portent sur la sécurité de l'emploi. Au cours de la dernière année la compagnie a mis une vieille machine hors service ce qui a entraîné la perte de 75 emplois. M. Fortin émet des réserves sur une autre vieille machine qui, si elle ne fait pas l'objet d'investissements importants, pourrait également être fermée, ce qui entraînerait 75 nouvelles mises à pied. «Nous voulons connaître les intentions de la compagnie dans le cours des négociations», mentionne M. Fortin.

Les travailleurs demandent une formule d'attribution qui permettrait de verser des montants forfaitaires aux travailleurs plus âgés afin qu'ils prennent leur retraite pour faire place aux plus jeunes. On veut également mettre sur pied une formule de travail partagé afin de permettre aux travailleurs qui ont été mis à pied de pouvoir toucher de l'assurance-chômage.

«Du côté des clauses normatives, nous sommes assez avancés», révèle M. Fortin sans donner de détails sur les offres de la compagnie.

Le syndicat compte 500 membres. La convention collective est échu depuis le printemps. Donohue est le plus gros employeur de la région. Il n'est pas question d'une grève pour l'instant. «Les ponts ne sont pas coupés et les négociations se poursuivent. Nous voulons simplement consulter nos membres», déclare M. Fortin.



"L'UNIQUE" MAXI CENTRE D'AUBAINES EN DÉCORATION

Vente de Liquidation des Manufacturiers

ÉPARGNEZ SUR TAPIS, PRÉLARTS ET TUILES 60%... MEILLEUR PRIX SUR MARQUES RECONNUES Plus de 80.000 v.c. de tapis, prélaris et tuiles en stock.

GRATUIT 1 OREILLER AVEC TOUT ACHAT DE DOUILLETTE EN STOCK... DOUILLETES ASSORTIES... COUVRE-LITS avec volant.

CANTONNIÈRE GRATUITE*... ÉPARGNEZ JUSQU'À 60% SUR STORES HORIZONTALS ET VERTICAUX EN STOCK.

TAPIS RÉSISTACHE... PRÉLARTS SANS CIRAGE... TAPIS GAZON... TAPIS COMMERCIAL... VELOUTE HARDING... TAPIS CISELÉ... CÉRAMIQUE... MUR... PLANCHER... TUILES.

LITERIE ÉPARGNEZ 70%... COUETTE... CACHE-COUETTE... ENSEMBLES DE DRAPS... VASTE SÉLECTION DE CADRES.

STORES VERTICAUX... STORES VERTICAUX TISSUS... STORES VERTICAUX Aluminium... STORES VERTICAUX Aluminium.

PEINTURE ET TAPISSERIE... PLUS DE 20 000 ROULEAUX EN INVENTAIRE... TAPISSERIES ASSORTIES... BORDURES... TAPISSERIES DE CUISINE... PEINTURE LATEX MAT... LATEX SEMI-LUSTRE.

ACCESSOIRES DE SALLE DE BAINS... Ensemble de serviettes... Serviette de bain... Rideaux de douche... Savonnier... Boîte pour Kleenex... Poubelle... Ensemble complet RIDEAUX DE DOUCHES ASSORTIS.

Plus de 1000 articles de salle de bains en vente... Ensemble de serviettes... Serviette de bain... Rideaux de douche... Savonnier... Boîte pour Kleenex... Poubelle... Ensemble complet RIDEAUX DE DOUCHES ASSORTIS.

Personne ne vend moins cher...c'est garanti! 215, boulevard Hamel 681-6023 (face à l'hôpital Christ-Roi)

Les partis fédéraux devront déléguer un député

Pas de sénateurs sur la commission constitutionnelle

Pas question d'accepter des sénateurs : les libéraux fédéraux et les conservateurs devront déléguer chacun un député qui détient son mandat d'électeurs québécois s'ils veulent être représentés au sein de la commission sur l'avenir politique du Québec.

par ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

LE SOLEIL a appris que certains avaient par exemple songé au sénateur conservateur Roch Bolduc, comme membre éventuel de la commission parlementaire élargie que le premier ministre Robert Bourassa et le chef de l'Opposition Jacques Parizeau ont conve-

nu de mettre sur pied après l'échec du lac Meech.

M. Bolduc a accepté le poste de secrétaire général du gouvernement québécois, après le retour au pouvoir de M. Bourassa, en décembre 1985. Par la suite, M. Bolduc fut nommé au Sénat par le premier ministre Brian Mulroney, en septembre 1988, sur la recommandation de M. Bourassa.

Interrogé à cet égard, le chef de

cabinet de M. Parizeau affirme cependant que, de l'avis du Parti québécois, ceux qui seront choisis pour représenter les partis fédéraux à la commission devront être des élus. La nomination de sénateurs serait « carrément inacceptable », dit M. Hubert Thibault.

Cette position a été clairement formulée, expliquée et comprise par M. Bourassa et son entourage lors des discussions qui ont eu lieu plus tôt en juillet, ajoute M. Thibault. Si ce prérequis pose des difficultés à MM. Chrétien ou Mulroney « parce qu'ils n'ont pas d'élus capables de remplir ce mandat, c'est leur problème », tranche le chef de cabinet de M. Parizeau.

seul député néo-démocrate québécois aux Communes.

Par ailleurs, le problème pose par le choix du président de cette commission demeure entier. Les fondes de pouvoir du premier ministre et du chef de l'opposition doivent cependant reprendre contact cette semaine.

Pour former cette commission spéciale, l'Assemblée nationale

devra être convoquée au cours du mois d'août. Le temps commence donc à presser pour trouver un président acceptable aux libéraux et aux péquistes. Jusqu'ici, MM. Bourassa et Parizeau ont simplement convenu de confier la présidence de la commission à une personne politiquement neutre et qui soit familière avec les milieux économiques et financiers.

Les chefs des deux grands par-

tis politiques du Québec se sont aussi mis d'accord pour que la commission compte une trentaine de membres représentant divers milieux socio-économiques québécois, dont les élus fédéraux et municipaux. Les travaux de la commission seront cependant coordonnés par un comité directeur de huit membres ou les membres de l'Assemblée nationale formeront la majorité.

Le Parti québécois mettra sa machine au service de Duceppe

MONTREAL (PC) — Le Parti québécois prépare une « mobilisation sérieuse » en faveur de Gilles Duceppe, candidat du Bloc québécois à l'élection partielle fédérale du 13 août, dans Laurier—Sainte-Marie.

L'effort du PQ prévoit notamment la fourniture de listes d'électeurs,

de répertoires de pointage et des ressources humaines allant jusqu'à « plusieurs centaines » de militants et bénévoles, a affirmé Bernard Landry.

M. Landry, ancien ministre sous René Lévesque, a fait état d'un sondage paru dans un hebdo

de quartier. Cent une personnes (sur 180 choisies dans le bottin du téléphone) sondées voteraient ainsi : M. Duceppe, 39 % ; Denis Coderre (libéral), 14 % ; Mme O'Neill (NPD), 11 % ; indécis et refus de répondre, 31 %.

Gilles Duceppe estime qu'il est le seul vrai souverainiste en lice et que, si ses adversaires Christian Fortin (conservateur) et Louise O'Neill (néo-démocrate) ont déjà affiché de telles sympathies, ils sont dans une « position ridicule » en portant les couleurs de partis pancanadiens.

Le MNQ

Egalement, le Mouvement national des Québécois (MNQ) et la Société Saint-Jean-Baptiste ont décidé d'appuyer M. Duceppe.

« Le MNQ, dont le siège social est situé dans le comté de Laurier-Sainte-Marie, justifie son geste inhabituel par la conjoncture politique actuelle », explique le mouvement souverainiste.

AVIS

Le Dr ROBERT NOËL, o.d., qui offre ses services professionnels à Place Fleur de Lys depuis plus de 25 ans, avise sa distinguée clientèle que son nouveau bureau est maintenant ouvert, à

PLACE FLEUR DE LYS
(porte # 8, voisin de Sears)

POUR EXAMEN DE LA VUE
Rendez-vous sur place ou téléphonez aujourd'hui

Dr ROBERT NOËL
optométriste
522-8403

SOLDE D'INVENTAIRE

T-SHIRTS
Le plus grand choix à Québec
Courant: jusqu'à 27 \$

SECTION A	SECTION A	SECTION A
10\$	15\$	20\$

MAILLOTS DE BAIN
BERMUDAS
PANTALONS
POLOS
CHEMISES
Hommes et femmes

40 à 60%
Coupe-vent **50%**

SOLDE DE SKI
LE JEUDI 9 AOÛT 1990
Vêtements seulement

SPORT SELECT
Place Belle Cour / Ste-Foy

Vente Les plus bas prix jamais offerts.

Portes et fenêtres BOIS, VINYLE OU ALUMINIUM ULTRA-ROBUSTE

Détaillant autorisé Alcan

692-2127 ESTIMATION GRATUITE

RÉNOVATION SÉLECT

La plus renommée dans le domaine des portes et fenêtres

FIL ÉLECTRIQUE

Prix choc **34.99**

14-2 NMD 90 75 mètres



SERVICE DE LIVRAISON

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 7 AOÛT 1990 OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

VISA, MasterCard, Carte Client


PANNEAUX de copeaux PRESSÉS

1re qualité

4 x 8 pi (bouveté)

1/4 po 7/16 po 5/8 po

4.54 6.49 10.85



PAREMENT de vinyle

Horizontal Double 4 Blanc

esclad

59 \$ la toise



Les vrais spécialistes de la galerie-patio

8 x 12 pi en épinette

PRIX SPÉCIAL: **161.99**

Aussi disponible à très bon prix en

8 x 12 pi	12 x 12 pi	16 x 12 pi
8 x 16 pi	12 x 16 pi	16 x 16 pi
8 x 20 pi	12 x 20 pi	16 x 20 pi
8 x 24 pi	12 x 24 pi	16 x 24 pi
8 x 32 pi	12 x 32 pi	16 x 32 pi

ÉPINETTE OU BOIS TRAITÉ

SCIE À ONGLETS

10 po, modèle LS1020

Cour.: 449.99

329 \$

Makita



BOIS TRAITÉ

C.C.A. vert en longueur de 8 pieds

1 x 6 po	2.24
2 x 4 po	2.71
4 x 4 po	5.55



COUPE DE PRÉCISION

50 ¢ la coupe droite

Saint-Romuald et Charlesbourg

BARDEAU D'ASPHALTE

GARANTIE 20 ANS

32 pi ca

- Noir double
- Gris double
- Brun double
- Blanc

12.89


IKO



TUYAUX EN A.B.S.

Longueur de 12 pi

1 1/2 po	7.79
2 po	10.49
3 po	21.49



ÉPINETTE

1re qualité en longueur de 8 pieds

1 x 6 po	1.67
2 x 4 po	1.59
2 x 6 po	2.72



Beauport
947, av. Royale
667-1724

Québec
25, rue Marie-de-l'Incarnation
687-3620

Heures d'ouverture
Lundi au mercredi 8 h 30 à 17 h 00
Jeudi, vendredi 8 h 30 à 21 h 00
Samedi 8 h 30 à 17 h 00

Saint-Romuald
2190, 3e Rue
839-0621

Charlesbourg
1200, 80e Rue Est
628-0450

Heures d'ouverture
Du lundi au mercredi (Saint-Romuald) 8 h 00 à 17 h 30
(Charlesbourg) 8 h 30 à 17 h 30
Jeudi et vendredi (Saint-Romuald) 8 h 00 à 21 h 00
(Charlesbourg) 8 h 30 à 21 h 00
Samedi 8 h 30 à 17 h 00

GANAC-MARQUIS GRENIER

Les risques de feux en forêt diminuent

MONTREAL (PC) — Les averses qui sont tombées hier dans la plupart des régions du Québec ont sensiblement réduit les dangers de feux en forêt, même si en début de journée il y avait encore 77 incendies en activité.

Le ministère québécois de l'Énergie et des Ressources a indiqué hier dans un communiqué que la situation était sous contrôle. Les précipitations des dernières heures donneront un moment de répit à ceux qui doivent lutter contre ces brasiers et permettront également l'extinction finale de plusieurs feux, ajoute-t-on.

Sur le territoire placé sous pro-

tection intensive, 50 feux ont rasé 860 hectares de forêt. La plupart de ces incendies sont maîtrisés ou contenus.

Grâce à la pluie d'hier, l'indice de danger de feu en forêt a diminué à un niveau de faible à modéré partout au Québec, à l'exception des régions de la Côte-Nord et de la Gaspésie où l'indice varie de modéré à élevé.

Une amende de 70 000 \$ pour avoir affirmé prédire les numéros de loterie

(PC) — L'Office de la protection du consommateur a obtenu, entre le 1er janvier et le 30 juin, 214 jugements de la cour du Québec à l'endroit d'entreprises, d'administrateurs ou de représentants, contre qui des poursuites avaient été intentées.

Les condamnations obtenues ont résulté en des amendes totalisant 382 350 \$. C'est au chapitre de la publicité à sensation que les plus fortes amendes (118 000 \$) ont été imposées.

Le Centre d'enquêtes internationales de parapsychologie (CDIP), de Montréal, et son ad-

ministrateur Patrice Runner ont été condamnés à déboursier 70 000 \$ pour avoir prétendu, dans leur publicité, qu'un supposé voyant dénommé Sophros pouvait prédire les numéros de loterie.

Dans le domaine de l'achat et de la réparation de véhicules automobiles, 18 commerçants

ont été condamnés à des amendes totalisant 27 600 \$, dont une dizaine pour n'avoir pas respecté les dispositions de la Loi sur la protection du consommateur relatives à l'étiquetage des automobiles d'occasion.

Dans le secteur de l'habitation, la plupart des infractions se rapportent à des travaux de rénovation effectués par des commerçants itinérants : soit que ces derniers n'avaient pas le permis requis délivré par l'OPC, soit que leur contrat n'était pas conforme

aux exigences de la loi. Au total, 22 commerçants ont déboursé 30 600 \$ d'amendes.

Par ailleurs, des amendes totalisant 27 750 \$ ont été versées par 23 commerçants pour avoir contrevenu à la Loi sur les agents de voyage. Les infractions avaient principalement trait aux activités d'une agence sans permis (14 cas) et au non-respect des dispositions de la Loi concernant le placement en fiducie des sommes versées en paiement par les clients (sept cas).



2995
~~39.95~~

Calculatrice scientifique
A deux alimentations avec 2 formules programmables, 23 formules scientifiques intégrées. Affichage 10 chiffres, pile au lithium. 65-991



24995
~~359.95~~

Un lecteur/radio AM/FM de Realistic, idéal pour votre auto

30 W, mémoire 30 stations, inversion autom. et prise pour DC. Avance rapide/rebobinage à blocage, Dolby B, recherche de stations et atténuateur. 12-1938



6995
~~99.95~~

Multimètre compact

23 gammes, entrée 10 mégohms. Vérificateur de diode et de continuité pour 1000 V CC sur 5 gammes. 22-185

DES RABAIS SENSASS

19995
~~269.95~~

L'excellence du son numérique

Le CD-2800 avec recherche autom., affichage à LCD et laser 3 points. Logement de disque flottant, répétition, mémoire, compatible avec mini-disques compacts. 42-9051

RABAIS \$10! Lecteur de cassette portable, 4 pistes. 14-9164. Liquidation. Était 69.95... **59.95**
RABAIS \$70! Un centre de son/vidéo pour grouper tous vos composants. 42-8655. Cour. 199.95... **129.95**

39900

Téléphone mobile

Capacité de 832 canaux & mémoire de 30 numéros. H.-P./affichage intégrés, sortie 3 watts. Transportable. Avec fixations. 17-1076

Le téléphone doit être activé lors de l'achat pour un minimum de 6 mois. Prix sans activation 699.00. Prix après solde 799.00.

CANTEL AGENT AGRIÉ



14995
~~249.95~~

Magnétocassette à 2 platines

Copie rapide, Dolby B, arrêt automatique. Avec sélecteur métal/CrO₂/normal, pause et réglages de niveau. Indicateurs de niveau à 10 DEL. 14-655

Le solde se termine le 31 août 1990

Radio Shack DIVISION INTER-TAN CANADA LTÉE



Consultez les pages blanches pour le magasin Radio Shack ou le détaillant participant le plus près

Saint-Augustin-de-Desmaures

L'exploitation de la sucrerie de Lafleur mécontente un voisin

Un citoyen de Saint-Augustin, voisin de la cabane à sucre de Guy Lafleur, se plaint du fait que l'exploitation de cette érablière dépasse les conditions posées par la municipalité. Selon M. Sylvain Juneau, le calme et la tranquillité ont disparu de son patelin depuis l'ouverture de la sucrerie.

par ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
LE SOLEIL

M. Juneau a fait parvenir aux médias une lettre racontant les inconvénients encourus par les voisins de la sucrerie, et dénonçant l'attitude du maire Denis Cote dans ce dossier.

Selon M. Juneau, la sucrerie de Guy Lafleur ne respecte pas les deux conditions de départ voulant que la paix et la tranquillité du voisinage soient préservées, et que la promotion des produits de l'érable prime sur les réceptions. M. Juneau cite l'exemple d'une noce qui s'est déroulée le 21 juillet, avec méchoui et orchestre, et qui s'est terminée vers 2 h du matin, malgré les plaintes qu'il a logées à la sûreté municipale. « Est-ce que la promotion des produits de l'érable primait sur la noce ? » demande M. Juneau.

Outre cette occasion, Sylvain Juneau dit avoir porté plusieurs plaintes par téléphone et avoir écrit six lettres à la municipalité pour se plaindre de cet état de chose, sans résultat.

Dans sa lettre, M. Juneau affirme ne pas s'en prendre directement à Guy Lafleur, mais plutôt à l'administration de M. Cote, qu'il accuse d'avoir agi avec partialité parce qu'il s'agissait d'une personnalité connue.

C'est que le célèbre hockeyeur a ouvert cette cabane à sucre au printemps. Pour ce faire, l'interprétation d'un règlement municipal a été révisée pour permettre aux cabanes à sucre de rester ouvertes à longueur d'année. Guy Lafleur avait fait une demande en ce sens à l'automne, et sa demande a été agréée au conseil municipal de Saint-Augustin le 5 février. M. Juneau se plaint que les voisins n'aient pas été consultés et n'aient

pas eu l'occasion d'émettre leur opinion concernant cette décision.

« Le règlement touche tous les propriétaires de cabanes à sucre de la municipalité, qui peuvent dorénavant opérer légalement durant toute l'année », soutient d'abord le maire de Saint-Augustin, Denis Cote. Selon lui, le règlement a été révisé en ce sens qu'il permettait déjà les « activités d'acériculture ». On inclut maintenant dans ces activités la vente de produits de l'érable durant l'année aussi bien que la récolte au printemps, « ce qui se fait également dans d'autres municipalités. » Aucune opposition n'avait été émise à la réunion du conseil du 5 fé-

vrier, ajoute le maire.

C'est pour éviter les abus que la condition de « faire la promotion des produits de l'érable » a été imposée. Or, M. Cote reconnaît que c'est une notion sujette à interprétation, mais il dit avoir opté pour cette solution parce qu'elle donne aux acériculteurs l'occasion d'augmenter leur chiffre d'affaires. Par ailleurs, M. Cote, qui ne se souvenait pas avoir reçu de plaintes au sujet de la sucrerie, a finalement confirmé, après vérification, que six lettres avaient été expédiées à la municipalité.

Le cas de la sucrerie de Guy Lafleur est particulier, explique M. Cote, en ce qu'elle est très près

des résidences alors que les autres sont éloignées.

L'associé de Guy Lafleur, Jean-Yves Doyon, explique pour sa part que tout est parfaitement en règle à la cabane à sucre, qui possède son permis d'alcool et d'hôtellerie. « Et à 99 %, nos activités sont tournées vers les produits de l'érable », soutient-il. Il affirme que seulement quatre à cinq réceptions ont eu lieu depuis le début de l'été, et qu'une seule plainte a été enregistrée, lors d'une activité impliquant des jeunes d'une dizaine d'années, et qui se déroulait durant le jour.

M. Doyon mentionne par ailleurs que le père du plaignant a

déjà été propriétaire de la sucrerie. Or, celui-ci avait inclus dans un acte de vente (avant celui qui implique Guy Lafleur) qu'un changement de zonage, de la catégorie agricole vers la catégorie commerciale, impliquerait que le nouveau propriétaire de la sucrerie paierait une prime de quelque 20 000 \$ à M. Juneau père. M. Doyon croit que le remous causé autour de la sucrerie pourrait être expliqué par cette clause.

Notons enfin qu'un inspecteur de la Commission de protection du territoire agricole est passé à la sucrerie le 29 juin ; il est toutefois en vacances présentement et il était impossible de le joindre hier.

20e Expo de Saint-Agapit

SAINT-AGAPIT — La Société d'agriculture de Lotbinière inaugurera aujourd'hui, à 16 h, sa 20e exposition annuelle à Saint-Agapit. Jusqu'au 5 août, le président et le gérant de l'organisation, MM. Marcel Bergeron et Raynald Champagne, prévoient y accueillir 25 000 fidèles visiteurs. Soixante-quinze kiosques commerciaux et d'organismes y ont été aménagés et des fermiers en nombre aussi considérable y présenteront leurs plus beaux animaux.



NEUFCHÂTEL
2065, boul. Baskin
842-3084
SAINT-FOY
2143 de la Paroisse
657-7717

LEVIS
51, route Nemedy
835-5526
CHARLESBOURG
4145, 1^{er} Avenue, à l'angle de la 4¹e Rue
622-2291

CHARLESBOURG
1047, boul. du Jardin
627-0344
NEUFCHÂTEL
9210, boul. l'Ormeau
842-0909

BEAUPORT
344, Ste-Anne
661-7997



LAITUE EN POMME

Fraîche du Québec
grosneur # 18 **57¢** chacune

Spéciaux en vigueur du lundi 30 juillet au samedi 4 août inclus

Photos en 1 h

Des épreuves de qualité dans des dimensions de votre choix (3 1/2 x 5 po, 4 x 6 po ou 5 x 7 po). Prêtes en 1 heure.

Nous acceptons encore gratuitement les films "Développement compris" de chez DIRECT FILM à l'achat d'un film équivalent.

Centre Japonais de la Photo
Développez un sourire

PLACE SAINT-FOY 656-6906
PLACE FLEUR DE LYS (cote N. 2) 529-1737
PLACE LAURIER 658-7172
GALERIES DE LA CAPITALE 627-2428
CARRÉFOUR NEUFCHÂTEL 843-0604

Sécurité du foyer

Cette serrure de 14,95\$ ne peut alerter la police

Chacun a son propre système pour protéger son chez-soi - laisser les lumières allumées et bien verrouiller les portes. Malgré cela un quart de million de résidences canadiennes sont cambriolées chaque année. Les statistiques révèlent en plus que la plupart des pénétrations par effraction surviennent lorsque la maison paraît inoccupée. Les méthodes de sécurité d'autrefois sont nettement insuffisantes! Une serrure à pêne dormant ou une ampoule électrique ne peuvent avertir la police en cas d'effraction.

Mais ADT peut le faire
C'est la raison pour laquelle ADT aide à protéger plus de compagnies de "Fortune 500", de petites exploitations et de résidences que toute autre entreprise de sécurité à travers le monde.

ADT aide à protéger votre résidence
Si vous prévoyez l'achat d'un système de sécurité, appelez ADT. Comparez les possibilités. Pour seulement 595 \$*, ADT vous aidera à protéger votre famille et votre foyer mieux que quiconque.

Appelez dès aujourd'hui pour un examen de sécurité gratuit
Faites le (418) 683-4937
ADT est présente même en votre absence

<p>PATATES NOUVELLES Produit du Québec, sac de 10 livres 1.97 sac 10 livres</p>	<p>BROCOLI Produit frais du Québec, grosneur # 14 97¢ chacun</p>
<p>CÉLERI Produit du Québec, grosneur # 24 77¢ chacun</p>	<p>TOMATES ROUGES Produit des États-Unis, grosneur 6x6, "préemballées" 87¢ livre</p>
<p>CHAMPIGNONS Blancs, frais, Ontario 97¢ chopine</p>	<p>LAITUE ROMAINE ou FRISEE Fraîche, du Québec 37¢ chacune</p>
<p>NECTARINES Produit des États-Unis, mûries à point 97¢ livre</p>	<p>PRUNEAUX "Laroda", produit des États-Unis 87¢ livre</p>
<p>CAROTTES A TIGE Produit frais du Québec 67¢ le paquet</p>	<p>CONCOMBRES ANGLAIS De serre, du Québec, grosneur: moyen 97¢ chacun</p>

Nombreux autres spéciaux en magasin

En Bref

■ Québec n'est pas si polluée

Il aurait été plus exact de dire « qu'il y a à Québec un quartier ou un secteur qui est très affecté présentement par un problème de SO₂ et que la quantité de SO₂ présente dans certaines conditions (uniquement sur vents d'est) est forte en comparaison à la moyenne de certaines grandes villes canadiennes. » Le maire Jean-Paul L'Allier a tenu à préciser que ce n'est pas toute la ville qui est incommodée par la présence d'anhydride sulfureux dans l'air, mais un seul secteur des environs de la papeterie Daishowa, à Limoilou, et dans certaines circonstances seulement. Le 6 juillet, une étude fédérale faisait état qu'entre 1983 et 1989, Québec a affiché le plus haut taux canadien d'anhydride sulfureux dans l'air. Or, de dire M. Claude Vincent, directeur du service de l'ingénierie de Québec, le ministère fédéral de l'Environnement s'est basé sur les résultats d'échantillonnages de deux stations de mesure

uniquement, « sans tenir compte de leur représentativité par rapport à l'ensemble de la ville ». A Québec, les vents sont de prédominance sud-ouest/nord-ouest, de sorte que, sur une base annuelle, le quartier affecté ne l'est finalement pas très souvent, de préciser M. Vincent. Daishowa abandonnera son usine de pâte au sulfite et son usine de lignosol l'an prochain, ce qui éliminera près de 80 % de ses émissions d'anhydride sulfureux.

■ Chez les pompiers de Sainte-Foy

Le conseil municipal de Sainte-Foy sera appelé lundi à entériner l'embauche de M. Alain Moreau comme directeur adjoint de la sécurité publique, section de la protection des incendies. M. Moreau était chef de la division de la protection des incendies de la ville de Gatineau. Âgé de 37 ans, il jouira d'un contrat de cinq ans et d'un salaire annuel de 64 000 \$, plus 10 % du fonds de pension non contributif et d'une allocation automobile d'environ 3600 \$ annuellement, de dire la

maire André P. Boucher. Celui qui a toujours œuvré dans le domaine de la protection des incendies depuis sa sortie de l'école a été engagé par Sainte-Foy à la suite d'un deuxième concours, vu que la personne qu'on voulait engager après un premier concours s'est désistée. M. Moreau entrera en fonction au début de septembre.

■ Le futur hôtel de ville de Ste-Foy

Le projet de construction d'une centrale de police et d'un hôtel de ville à Sainte-Foy progresse normalement. L'adjudication du contrat pour la première phase, l'élaboration des esquisses préliminaires, devrait avoir lieu en septembre. Pour l'instant, les études de sol, puisqu'on veut faire des espaces de stationnement souterrains, sont faites, les études préliminaires des architectes Hudon et Julien aussi. La mairesse prévoit que le règlement d'emprunt pourra se faire à l'automne 1991 et les travaux commencer au début de 1992 pour une occupation des lieux en 1993.

Au lit, il change complètement!



199\$

Sofa, il serait plutôt rangé: grosse journée, pantoufles, scrabble et film de fin de soirée.

Vous le connaissez un peu mieux, le voici transformé: découvrez son côté lit double.

D'allure classique, il cache un intérieur confortable. Un seul regret... limite de deux par client, tout ça à cause du prix et de la quantité limitée.



ASPVIK:

Sofa-lit deux places.

Recouvrement beige.
70% polyester, 30% coton.
Sofa: 150 x 83 x 66 cm.
Lit: 183 x 122 cm.

90 sofas-lits disponibles.

Table d'appoint BETNA:
Aggloméré revêtu décor blanc.
A roulettes.
39 x 45 cm.
32 \$

Offre débutant le jeudi
2 août 1990 et jusqu'à
épuisement de la mar-
chandise.

Bien pensé



NOUS LIVRONS ET INSTALLONS

Moyennant un léger supplément, IKEA livre et installe vos meubles. Et encore là, nos prix sont les plus bas. Comparez.

HEURES D'OUVERTURE: du lun. au mer. de 11 h à 17 h 30, du jeu. au ven. de 11 h à 21 h, sam. de 9 h à 17 h.



Place Lebourgneuf, 5500, boul. Des Gradins, Québec. Tél: 622-IKEA

La paroisse de Dosquet aura une nouvelle église à Noël

DOSQUET — Les 1000 paroissiens de Saint-Octave-de-Dosquet, dans Lotbinière, auront une nouvelle église pour Noël.

par GILLES PÉPIN
LE SOLEIL

Les gros murs en pierre, qui restaient de l'ancien temple détruit par un incendie le 30 décembre 1988, avaient été démolis l'automne dernier, 70 ans après qu'ils eurent été érigés. Le conseil de la fabrique trouvait trop dispendieux une reconstruction à l'intérieur des vieux murs, ce qui aurait représenté une dépense d'au moins 1 million \$.

Les travaux d'excavation ont débuté lundi. C'est un contrat de 645 000 \$ qu'exécute l'entrepreneur Rousseau et Rousseau, de Saint-Rédempteur. Il a jusqu'au 23 décembre pour livrer le nouveau bâtiment.

Le curé de l'endroit, l'abbé Gilles Godbout, a indiqué au SOLEIL que la fabrique prévoit se tirer d'affaire sans emprunter. Un

montant de 525 000 \$ a pu être récupéré de l'assureur et une campagne de souscription réalisée dans la région par les Chevaliers de Colomb a permis d'amasser 200 000 \$.

L'ancienne église était sans doute devenue un peu grande avec ses 600 places : 500 dans la nef et 100 au jubé. Les marguilliers et l'archevêché, qui a donné son autorisation, ont été réalistes dans l'élaboration des plans qui donnent un carré de 80 pieds sur 80.

La bâtisse aura la forme d'une pyramide. 250 personnes pourront trouver place dans la nef ; celle-ci sera séparée d'une salle polyvalente par des portes coulissantes, ce qui signifie que le célébrant pourra, à l'occasion, être en-

touré de 350 personnes.

Pour avoir un nouveau temple bien adapté aux besoins et sans dette, les Dosquetois et leur pasteur auront dû faire preuve de patience et d'imagination en utilisant la salle municipale pour les offices religieux, en attendant que l'église toute neuve et dont les frais de chauffage, d'assurance et d'entretien seront moins élevés que pour le temple précédent.

LE SOLEIL a essayé en vain d'obtenir une esquisse. Au conseil de la fabrique de même qu'à l'archevêché, on explique que des modifications importantes ont été apportées aux plans de l'extérieur, peu de temps avant l'octroi du contrat, pour éviter que les coûts excèdent d'environ 100 000 \$ les prévisions.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS 647-3270

Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication; jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.
Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

SECRETARIE
pour clinique dentaire à Cap-Rouge
Minimum 2 ans d'expérience; connaissance du Word Perfect.
Demander Lynn Landry
au 659-4898

On demande
**GÉRANT(E)
DE MAGASIN**

Expérience requise
Mobilité: prêt à déménager
Salaire, avantages sociaux et carrière d'avenir des plus intéressants
Faire parvenir curriculum vitae à l'attention de
Madame Florence Bideau

LA MAISON
Bouclair

3315, rue du Carrefour
BEAUPORT (Québec) G1C 7E1

**TECHNICIEN(NE)S
EN GENIE CIVIL**

Contrôle des sols, béton, asphalte, DEC requis et min. 2 ans exp. Salaire avantageux - C.V. confidentiel à:
GENILAB BSLG INC., C.P. 1236,
192, Montée Industrielle,
RIMOUSKI G5L 8M2
Tel.: (418) 724-7030
Fax: (418) 724-7057

REPRESENTANT(E)

SECTEUR QUÉBEC ET ENVIRONS
Pour compagnie de bijoux mode et d'accessoires très design.
Nous offrons: formation, clientèle de base, territoire protégé, bonne rémunération, équipe jeune et dynamique.
Nous demandons: minimum 3 ans d'expérience de vente sur route, personne disciplinée, dynamique, positive et ordonnée. Voiture nécessaire, clientèle établie dans le domaine de la mode serait un atout.

Contactez JOSÉE
Pl. Bonaventure, Montréal
(514) 878-3782
À frais virés

Cégep de la Gaspésie et des îles

**PROFESSEUR(E)
D'INFORMATIQUE**

Le Cégep de la Gaspésie et des îles est à la recherche d'un(e) professeur(e) d'informatique (secteur anglophone) pour l'année 90-91 à Gaspé.

CHARGE
Poste
QUALIFICATION
Diplôme universitaire terminal de 1er cycle en informatique

Les candidatures accompagnées des relevés de notes devront être soumises au plus tard le 13 août 1990 au:

SERVICE DU PERSONNEL
Cégep de la Gaspésie et des îles
C.P. 590
Gaspé (Québec)
G0C 1R0

**TECHNICIEN(NE)
EN OPTIQUE
DEMANDE(E)**

Avec expérience pour taillage et montage

Travail à temps plein

OPTICIEN
**Jacques
Langlois**

626-7964 ou 523-6690
Demandez M. Langlois

REPRESENTANT(E)

Vente de matériaux de construction
Territoire Québec et banlieue. Salaire et avantages sociaux à discuter. Bonnes conditions de travail.

Exigences:
minimum 5 ans d'expérience; voiture obligatoire.

Faire parvenir votre C.V. au:
Dépt 7135, Le Soleil
390, St-Vallier Est
Québec, QC
G1K 7J6

REPRESENTANT(E)

Vêtements pour dames et hommes
Territoire province de Québec

Salaire intéressant plus avantages sociaux

Qualités requises: ambition, autonomie, initiative.

Faire parvenir curriculum vitae et photo au:

Dépt 7131 - Le Soleil
390, Saint-Vallier Est
Québec, QC G1K 7J6

**POSTE DE
TECHNICIEN EN
ELECTRONIQUE
(COMMUNICATION)**

Câblodistribution G. Inc. de Gaspé est à la recherche d'un technicien pour s'occuper de l'entretien de ses systèmes de câblodistribution. Le poste est disponible à Gaspé immédiatement.

Conditions de travail et avantages sociaux concurrentiels.

Adressez vos candidatures et C.V. avant le 6 août 90 à:
Poste de technicien,
Câblodistribution G. Inc.,
C.P. 1720, GASPE
G0C 1R0

RADIO GASPÉSIE EST À LA RECHERCHE D'UN(E) JOURNALISTE

TÂCHES:
Sous l'autorité du directeur général:

- Assure la couverture de l'actualité locale et régionale.
- Rédige et produit quotidiennement un bulletin de nouvelles locales et régionales selon la politique en vigueur à Radio Gaspésie.
- Produit quotidiennement (5 jours/semaine) une émission d'affaires publiques traitant de sujets variés.
- Anime des émissions de ligne ouverte (occasionnellement).
- Toute autre tâche connexe jugée utile par le supérieur immédiat.

EXIGENCES:
— Formation en journalisme et/ou expérience pertinente
— Posséder un très bon français parlé et écrit
— Être prêt(e) à travailler avec un horaire flexible (soir et fin de semaine)
— Posséder une automobile

SALAIRES ET VACANCES:
— Selon la politique en vigueur à Radio Gaspésie

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent faire parvenir leur curriculum vitae, accompagné d'un démo, avant le 10 août 90, à l'adresse suivante:

Radio Gaspésie Inc.
C.P. 380
Gaspé (Québec)
G0C 1R0
Tél.: (418) 368-3511

**Commission Scolaire
Black Lake - Disraeli**
SERVICE DU PERSONNEL
OFFRE D'EMPLOI

POSTE:
Directeur adjoint d'école secondaire
École polyvalente de Disraeli - 660 élèves
Concours: 1990-07-11

Nature du travail:
L'emploi de directeur adjoint d'école d'enseignement secondaire comporte la responsabilité d'assister le directeur d'école, selon le mandat défini par ce dernier, dans la gestion d'un ou des programmes et des ressources de l'école.

Cet emploi peut comporter notamment les responsabilités suivantes:
— assister le directeur d'école dans la gestion des programmes et des ressources d'une unité d'encadrement;
— remplacer le directeur d'école en cas d'absence brève de celui-ci.

Qualifications minimales requises:
— Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation appropriée;
— 5 années d'expérience dans un emploi d'enseignement ou de professionnel non enseignant;
— autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre de l'Éducation pour l'emploi de directeur adjoint d'école relié à l'enseignement.

Conditions d'emploi:
Selon le règlement sur les conditions d'emploi des directeurs d'école et des directeurs adjoints d'école des commissions scolaires pour catholiques.

Durée de l'emploi: Jusqu'au 30 juin 1991.

Entrée en fonction: Dans les meilleurs délais.
Les personnes intéressées devront faire parvenir leur candidature avant 11 h le 31 août 1990, sous enveloppe cachetée en écrivant à gauche, au bas de l'enveloppe, le numéro du concours à:

Monsieur Jean-Marc Boutin, Directeur du personnel
Commission scolaire Black Lake - Disraeli
302, rue St-Désiré, C.P. 340
Black Lake, QC G0N 1A0

N.B.: l'emploi du masculin ne vise qu'à simplifier la présentation et la lecture du texte.

COULOMBE (1990) Inc.

E.T. COULOMBE (1990) INC., compagnie spécialisée dans la fabrication d'uniformes et de vêtements de travail sur mesure, est à la recherche de

REPRESENTANT(E)S

- Fonctions:** Développer, conseiller et entretenir une clientèle dans un territoire assigné.
- Qualifications:**
 - Expérience dans la vente
 - Connaissances et expérience dans le domaine du vêtement
 - Disponibilité à voyager
 - Flexibilité dans les heures de travail
 - Connaissance dans la gestion des ventes est un atout
- Rémunération:** Salaire de base avec commission sur les ventes

Les personnes intéressées sont invitées à soumettre leur curriculum vitae confidentiellement à:

Monsieur Daniel Dionne
Président
E.T. COULOMBE (1990) INC.
223, rue Dorchester Sud
Québec (Québec)
G1K 5Z3
avant le vendredi 10 août 1990

**Commission Scolaire
Black Lake - Disraeli**
SERVICE DU PERSONNEL
OFFRE D'EMPLOI

POSTES: **Psychologue - temps plein**
Secteur de Disraeli
École polyvalente et écoles primaires
Psychologue - temps partiel 50%
Secteur de Black Lake
École St-Georges (clientèle déficience mentale)

Concours: 1990-07-10
Nature du travail:

L'emploi de psychologue comporte plus spécifiquement l'analyse des aptitudes et des comportements des élèves en vue de les assister dans l'orientation de leur formation et aussi, selon les cas, en vue de recommander des programmes appropriés de rééducation ou de réadaptation et de collaborer à leur réalisation.

Qualifications requises:
Être membre de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec et posséder un diplôme universitaire de premier cycle dans un champ de spécialisation appropriée, notamment en psychologie.

Quelques attributions caractéristiques:
Le psychologue effectue des tâches relatives à l'élaboration des objectifs et des politiques générales de travail du service de psychologie en tenant compte des politiques générales d'administration et de pédagogie tant au niveau de l'école qu'au niveau de la commission. Il est chargé de l'application de ces politiques. Il rencontre les élèves, individuellement ou en groupe; le leur administre, au besoin, des tests d'intelligence, de personnalité ou certains tests spécifiques. Il est chargé de leur rééducation et de leur réadaptation. Au besoin, il réfère l'élève aux personnes concernées ainsi qu'à des institutions spécialisées.

Il contribue à l'élaboration de programmes d'activités, en particulier pour des classes spéciales; il assiste et conseille l'administration, les enseignants et les parents et leur communique les rapports appropriés. Il participe à des études de cas à l'intérieur d'une équipe multidisciplinaire. Il monte et tient à jour le dossier des élèves en ce qui concerne son secteur.

Début de l'emploi: Dans les meilleurs délais.
Durée de l'emploi: Jusqu'au 30 juin 1991.

Selon les conditions de travail de l'entente nationale des professionnels.

N.B.: cet affichage s'adresse autant aux femmes qu'aux hommes.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur candidature au plus tard le 17 août 1990 à 11 h, sous enveloppe cachetée en écrivant à gauche, au bas de l'enveloppe, le numéro du concours concerné à:

Monsieur Jean-Marc Boutin
Directeur du personnel
Commission scolaire Black Lake - Disraeli
302, rue St-Désiré, C.P. 340
Black Lake, QC G0N 1A0

CARON INDUSTRIES
entreprise manufacturière de composite en bois dur, est à la recherche d'un(e)

CONTREMAÎTRE DE PRODUCTION

À tous ceux (celles) qui sont intéressé(e)s à travailler pour une entreprise jeune et dynamique.

EXIGENCES:
— Expérience minimale de 2 ans dans un poste de superviseur.
— Bonne connaissance des méthodes de travail, des équipements de production et du système de contrôle de la qualité.
— Bon communicateur

RÉMUNÉRATION:
Selon les qualifications et l'expérience.
Veuillez faire parvenir votre demande à l'attention de M. Roger Vachon à:

LES INDUSTRIES CARON (MEUBLES) INC.
C.P. 100
Montmagny, QC
G5V 3S3

LES INDUSTRIES SUPER METAL INC.

ESTIMATEUR(TRICE) EN CHARPENTE D'ACIER

Recherchons un(e) candidat(e) pour effectuer les travaux suivants:
— Sortir les quantités sur les plans pour soumissions
— Évaluer le coût des matériaux

Exigences
— Détenir un DEC en génie civil ou autre formation pertinente à l'emploi
— Expérience dans les structures d'acier ou autre domaine connexe préférable

Salaire
— Selon les qualifications du(de la) candidat(e)

Faire parvenir curriculum vitae à:
Les Industries Super Metal Inc.
À l'attention de M. Jacques Barbeau
655, boul. Pierre-Bertrand
Ville Vanier (QC) G1M 2E4
Confidentialité assurée

SECRETARIE JURIDIQUE
Montréal

L'étude légale Cain, Lamarre, Wells, de Montréal, recherche une secrétaire juridique avec expérience.

Toute information sera traitée de façon confidentielle.

Communiquez avec
Me Courchesne au (514) 288-4580

INGÉNIEUR FORESTIER

Entreprise de service oeuvrant dans le domaine de l'élagage des arbres près du réseau de distribution d'électricité est à la recherche d'un ingénieur forestier expérimenté pour agir comme surintendant des opérations dans l'Est de la province incluant le Québec métropolitain.

La personne recherchée est:

- habilitée à organiser et planifier les activités d'une trentaine d'équipes travaillant sur l'étendue du territoire;
- disciplinée et autonome;
- habilitée à diriger et travailler avec du personnel syndiqué;
- capable de prendre des décisions et de négocier avec les représentants de nos clients et le syndicat;
- capable de travailler sous pression continue;
- habilitée à faire des évaluations, se conformer et respecter les budgets d'exécution, rédiger des rapports succints;
- dotée d'une personnalité polyvalente.

Nous offrons une rémunération et des avantages sociaux très compétitifs en plus d'un véhicule de service et des frais de déplacements.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avec une lettre de demande d'emploi manuscrite à:

ELAG INC.
C.P. 1568
TROIS-RIVIÈRES (Québec)
G9A 5L6
À l'attention du Vice-président, directeur général
Date limite: 24 août 1990

Joignez-vous à des spécialistes de la santé

Unisys, qui possède plus de 20 ans d'expérience dans le secteur de la santé, offre l'une des plus importantes gammes de systèmes médico-administratifs de l'industrie. Nous offrons à notre clientèle le matériel, les logiciels et progiciels, l'installation, la configuration, la mise en oeuvre, la formation, le service après-vente, le soutien technique et l'entretien.

Nous sommes actuellement à la recherche de personnes bilingues pour notre équipe du secteur de la santé.

Infirmiers(ères)

Vous êtes dynamique et pouvez vous adresser avec aisance à un groupe de personnes. Vous exercerez des fonctions relatives à la mise en marché de systèmes médico-administratifs. Outre un baccalauréat en nursing, vous possédez au moins un an d'expérience comme infirmier/infirmière-chef d'un centre hospitalier. Une certaine expérience de participation à un projet d'informatisation d'un système médico-administratif serait un atout.

Analyste principal(e)

Vous détenez un baccalauréat en informatique et un minimum de quatre ans d'expérience en analyse de besoins et en analyse fonctionnelle de systèmes médico-administratifs.

Programmeur(e) principal(e)

Détenteur (e) d'un D.E.C. ou d'un baccalauréat en informatique, vous possédez au moins cinq ans d'expérience en développement de systèmes dont trois en programmation MAPPER. Vous devez avoir participé à la conception de bases de données.

Programmeur(e)

Vous devez détenir un D.E.C. en informatique et avoir un minimum de un an d'expérience en programmation MAPPER.

Nous vous offrons un régime de rémunération intéressant et l'occasion de faire carrière au sein d'un des chefs de file dans le secteur de la santé. Faites parvenir votre curriculum vitae à: **Madame Enza Grassia, Directrice, Services professionnels, Secteur de la santé, Unisys Canada Inc., 740 Notre-Dame ouest, 15 étage, Montréal, Québec, H3C 3X6**

Unisys offre des chances égales d'emploi. Les agences sont priées de s'abstenir.

UNISYS

ÉDITORIAL

Le pistolet à eau de Mulroney

La volonté du premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, de participer au débat sur l'avenir du Québec est fort compréhensible et légitime.

M. Mulroney est un Québécois. Il a fait, dès la période de ses études, le choix du Canada, par opposition à des collègues de l'université Laval, tels Jean Garon ou Denis de Belleval par exemple, qui préconisaient une révision constitutionnelle en profondeur et la reconnaissance d'un statut différent pour le Québec.

Le «p'tit gars de Baie-Comeau» a par la suite milité à l'intérieur du Parti conservateur jusqu'à ce qu'il devienne premier ministre de ce pays qu'il n'a jamais conçu autrement que devant s'étendre «d'un océan à l'autre».

Ses fonctions de chef de gouvernement lui confèrent aussi cette responsabilité, voire cette mission, de préserver l'unité du Canada. Québécois certes, mais maintenant premier ministre de tous les Canadiens et aussi dépositaire de responsabilités léguées par tous ses prédécesseurs depuis 1867, Brian Mulroney assume une sorte de sacerdoce dont il doit ressentir le poids plus que jamais à la suite de l'échec de l'accord du lac Meech. Quel premier ministre voudrait entrer dans l'histoire en laissant son nom associé à l'éclatement du pays qu'il dirigeait?

En ce sens, il ne pouvait rester coi plus longtemps devant les manifestations du nationalisme québécois, l'action qui se dessine du côté de Québec pour l'autonomie et la détermination qu'affichent Lucien Bouchard et son Bloc québécois à Ottawa.

Enfin, motif beaucoup moins noble mais motivation constante pour des élus, M. Mulroney est en situation de rattrapage important auprès de l'électorat du Canada anglais qui attend de lui qu'il reprenne l'initiative du débat constitutionnel et il doit bloquer la voie à un Jean Chrétien qui préconise le statu quo jusqu'à ce qu'il le délègue.

Jusque-là, les déclarations de M. Mulroney au cours des derniers jours s'expliquent assez facilement.

Par contre, M. Mulroney fait montre d'une démagogie dépassée qui trahit ses faibles ressources actuelles lorsqu'il braque une nouvelle fois le revolver économique sur la tempe des Québécois pour les dissuader d'une éventuelle rupture avec le reste du Canada.

À la suite des prises de position en cascades de tant de ténors du monde des affaires en mai et juin sur la force économique du Québec de 1990, M. Mulroney offre l'image du gamin qui veut faire trembler devant son pistolet à eau.

D'autre part, le premier ministre du Canada tronque malhonnêtement la démarche amorcée par son homologue du Québec Robert Bourassa. Le Québec n'a jamais prétendu dicter unilatéralement au reste du Canada un ordre du jour des prochaines négociations constitutionnelles. Le moment est plutôt venu de rechercher un consensus sur les pouvoirs que le Québec entend assumer seul et ceux qu'il est disposé à partager avec des partenaires.

Nous n'avons que faire de l'opinion des Canadiens des autres provinces à ce stade-ci. Les Québécois ont déjà trop subi et toléré d'ingérences paternalistes de leurs voisins dans les choix déterminants qu'ils avaient à faire, notamment au moment du référendum de 1980. Le tout dernier débat constitutionnel a d'ailleurs suffisamment illustré l'incompréhension qui se perpétue au Canada anglais des attentes du Québec sur sa place à l'intérieur de la Confédération.

On ne peut rien attendre non plus de la création possible d'une commission parlementaire fédérale parallèle ou d'une nouvelle commission d'enquête sur l'avenir du Canada. L'expérience des commissions Tremblay au Québec en 1953, Laurendeau-Dunton créée par Ottawa en 1963, Pépin-Robarts en 1979, a suffisamment démontré l'inutilité de ces exercices.

Qu'on laisse donc pour une fois les Québécois discuter entre eux et choisir la voie qu'ils veulent emprunter. Altérer le droit de mener pareille réflexion est déjà une négation du droit à l'autodétermination du Québec.

J. JACQUES SAMSON

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Editeur adjoint et rédacteur en chef

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président et trésorier:

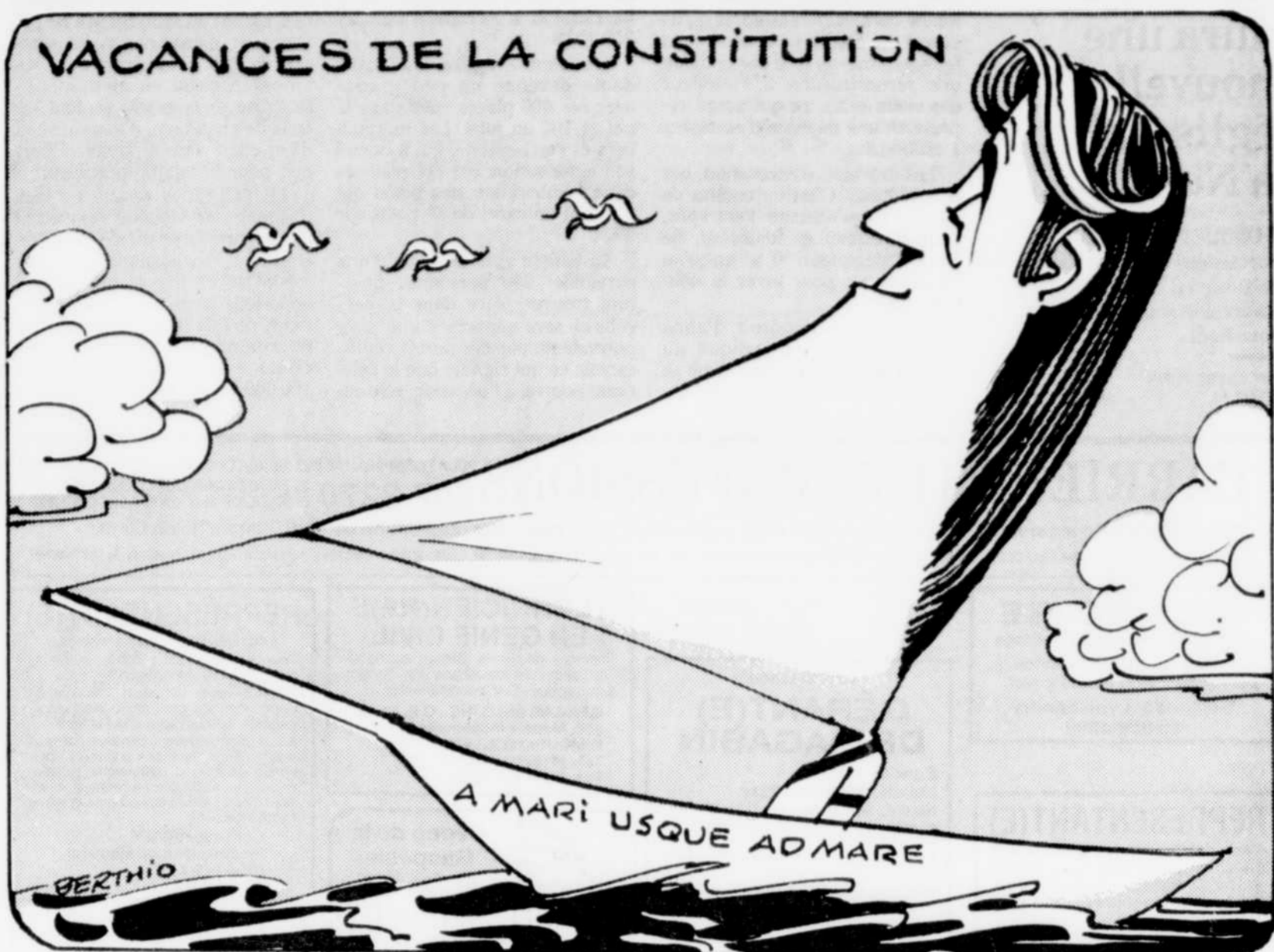
CHARLES-A. POULIN

Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

DENIS ANGERS



Michel
ROY
Edmedia

Les lumières de Charlevoix

Fête culturelle et populaire au cœur d'un pays de montagnes, de mer et de lumière, l'inauguration du nouveau Musée de Charlevoix est vite devenue dans les médias un banal prétexte à la relance du débat constitutionnel.

Pourtant, ce bâtiment de briques rouges et de verre, planté au pied de la côte Bellevue, face au fleuve, ouvert au public aujourd'hui, marque une étape majeure dans l'histoire de cette région.

Charlevoix avait en effet grand besoin d'un musée de cette qualité (coût : un peu plus de 2,5 millions) pour abriter ses peintres, ses sculpteurs et ses tisserands qui en célèbrent la beauté depuis plus d'un siècle.

L'ancien Musée Laure-Conan, créé en 1975 et installé à La Malbaie, rudimentaire et mal équipé, ne répondait plus aux attentes. Il abritait désormais les archives et certaines oeuvres patrimoniales de la région.

M. Paul Desmarais, président de Power Corporation, a inauguré en présence du premier ministre, M. Brian Mulroney, et du ministre de la Justice du Québec, M. Gil Rémillard, une exposition d'une grande richesse : « Géographie et lumières de Char-

levoix » qui regroupe des oeuvres de peintres aussi célèbres que Clarence Gagnon, A.Y. Jackson, Marc-Aurèle Fortin, Alfred Pellan, Jean Paul Lemieux, René Richard et plusieurs autres, prêtées par le Musée de Québec, le Musée des beaux-arts de Montréal, l'Art Gallery de l'Ontario, les sociétés Power Corporation, Lavallin, la Brasserie O'Keefe, le Fonds René-Richard et des collectionneurs privés.

C'est une occasion exceptionnelle d'admirer en un seul lieu plusieurs des grands peintres qui ont immortalisé Charlevoix, de la côte de Beaufort à Tadoussac.

On peut aussi voir cette semaine deux autres expositions. L'une, *Charlevoix en images et en amour*, illustre à l'aide de photographies, de documents et de montages divers aspects de la réalité de cette région : architecture, villégiature, commerce, industrie, population.

L'autre, *Visages et couleurs de Charlevoix*, présente la production des artistes populaires du comté depuis la fin des années vingt, reconnue pour sa vigueur et son originalité. On y admire des peintures, des sculptures, des pièces de textiles et des meubles qui sont signés Bolduc, Bouchard, Cauchon, Maltais, Tremblay et autres artisans.

François Soucy, artiste-peintre établi en Charlevoix, membre du conseil d'administration du musée, ne s'arrête pas seulement aux avantages que présente la construction de ce musée moderne (financée à raison de 975 000 \$ par Québec, et de 900 000 \$ par Ottawa et, espère-t-on, jusqu'à 475 000 \$ par les particuliers et les entreprises), dont l'ouverture réjouit André Vallerand, ministre du Tourisme, les hôteliers, les aubergistes, les milieux de l'enseignement et de la culture. M. Soucy se préoccupe aussi de la participation de la population locale aux activités culturelles et pédagogiques de l'institution.

Plusieurs centaines de Charlevoisiens étaient rassemblés dimanche sur les pelouses toutes neuves du musée. Certes, ils n'étaient pas mécontents de cette réalisation.

Mais divers facteurs tempèrent leur enthousiasme. Pour les uns, ce bâtiment de briques rouges fait penser aux polyvalentes impersonnelles des années 1960; pour d'autres, les sculptures populaires exposées à l'extérieur ne sont pas « dignes » de Charlevoix; quelques-uns se demandaient si une telle institution favoriserait vraiment l'économie locale qui, comme partout ailleurs, donne ici des signes d'essoufflement (sauf dans le tourisme qui se porte à merveille).

D'où la nécessité, disait François Soucy d'associer davantage le peuple de Charlevoix à toutes les manifestations de l'art, sans omettre l'art naïf et l'art populaire que certains voudraient voir disparaître parce qu'ils en ont honte...

À quelques kilomètres d'ici, l'infatigable François Bernier s'emploie, lui aussi, et depuis quelques années, à encourager l'accès des Charlevoisiens au Centre et au Festival international de musique du Domaine Forget de Saint-Irenée.

Jean-Luc Dupuis, médecin, président du conseil d'administration, anime avec une ferveur contagieuse ce projet de musée dont il est l'un des grands pionniers.

La direction en est assurée par Magella Paradis qui veille sur un modeste budget de fonctionnement d'environ 120 000 \$, dont l'essentiel provient du ministère des Affaires culturelles, le reste des frais d'entrée (3,50 \$ par adulte).

Il n'y a pas au monde beaucoup de musées qui ont un tel point de vue sur la mer. Dans la large rotonde vitrée du nouveau bâtiment, le visiteur est saisi par la majesté du Saint-Laurent, entre La Malbaie, Cap-à-l'Aigle et Pointe-au-Pic. A vrai dire, il n'y a pas de bel été sans Charlevoix...

Votre Opinion

Oh! bunker doré

Dans le récent rapport annuel de la Commission de la fonction publique, l'on mentionne la difficulté d'obtenir un emploi au gouvernement pour ceux qui n'y sont pas déjà.

J'espère que personne ne joue les surpris devant cette évidence.

En effet! Il est de notoriété publique que ce secteur est un bastion de l'apartheid québécois.

Le népotisme, le patronage, le racket de la protection syndicale ainsi que la discrimination sexiste contre les hommes, sont des pratiques reconnues et approuvées dans ce milieu.

Dans notre belle classe moyenne du secteur public, et en particulier chez les belles âmes, toujours prêtes à dénoncer toutes les violations de droits partout dans le monde, l'on a une pratique aux antipodes de ses principes.

L'on se gargarise de mots ronflants comme équité et égalité, mais l'on discrimine de façon systématique.

Le communisme s'écroule derrière le «rideau de fer». À Berlin, le mur est tombé. En Afrique du Sud l'apartheid se meurt, mais au Québec, la classe moyenne des promus-parvenus demeure indolore dans son bunker doré.

Il serait temps que le gouvernement fasse enfin oeuvre utile et reprenne le contrôle sur ses emplois, car la fonction publique est une institution sclérosée où les petits copains et les petites copines se cooptent entre eux, pour se maintenir en place jusqu'à la fin des temps.

Tout passe sur terre, mais malheureusement pas les privilèges de certains. Plutôt que de jouer au guignol en ne montrant son «courage» qu'en frappant les faibles, le gouvernement aurait tout intérêt, s'il se préoccupe d'équité et d'égalité, évidemment, à destituer les usurpateurs et à n'embaucher des citoyens que pour leurs compétences.

Richard Bernier
Levis

Tanné de rêver

De passage à La Malbaie, récemment, je n'ai pu faire autrement que d'aller admirer la réplique du Pélican dont on vient d'apprendre qu'on veut lui couper les ailes.

Superbe projet qui se voit amputer de son plus bel attrait : la navigation, au moment même où l'on apprend que l'Espagne construit les répliques des trois bateaux de Christophe Colomb pour le 500e anniversaire de sa première traversée qui sera rééditée.

Le Québec ne peut-il accoucher que de projets mort-nés. Le parallèle avec la situation politique au Québec est évident.

Après l'effervescence du 23, du 24, puis du 25 juin passés, on entendit parler de commission parlementaire élargie pour définir l'avenir constitutionnel du Québec.

Depuis, plus rien, si ce n'est le bruit des tam-tams et le fleurdelisé ressorti pour des fins moins glorieuses.

Le Québec ne peut-il faire aussi bien que l'Espagne en matière de navigation? (...)

Vous n'êtes pas tannés de rêver, bandes de caves? Moi, si!

Jean-Paul Agnard
Ste-Anne-de-Beaupré

Pas d'Union Jack

Le Club Acadien de Sept-Îles ne souhaite pas voir... l'Union Jack.

Dans son édition du samedi 30 juin, le quotidien LE SOLEIL, sous la plume de Marc St-Pierre, titrait : «Sept-Îles veut faire flotter le... Union Jack».

À titre de président du Club Acadien, j'ai adressé, le 5 juin dernier, une lettre au conseil municipal, dans laquelle nous manifestions le désir de voir flotter les drapeaux de toutes les régions qui ont accueilli des Acadiens depuis la célèbre déportation jusqu'à nos jours.

En aucun temps n'a surgi l'idée de voir flotter la bannière de ceux qui ont déporté nos ancêtres. Nous tenons à rectifier les

faits auprès de toute la population. C'est à ceux qui nous ont accueillis et avec qui nous sommes liés par le sang et l'esprit que nous souhaitons rendre hommage.

Nous ne doutons pas de la bonne foi du journaliste Marc St-Pierre, mais nous mettons en cause sa source d'information.

Faut-il préciser qu'en partie au moins, l'information qui a servi de base à l'article de Marc St-Pierre a été livrée à l'issue d'un comité plénier du conseil municipal?

L'information a été transformée au point d'inclure l'Union Jack au projet qui est pour le moins contradictoire et en opposition directe à l'objectif que nous poursuivons d'honorer les hospitalières patries d'adoption des Acadiens, ce qui évidemment n'inclut pas les tortionnaires de ce peuple.

Gaby Gauthier, président
Club Acadien de Sept-Îles
Sept-Îles

Adieu logique!

(Lettre à la cour municipale de Québec)

Je croyais qu'au moins le dimanche on pouvait être logique... d'autant plus qu'il y avait une épreuve de jogging ce dimanche-là et que la Grande-Allée était barrée pour l'événement.

À la fin de ce marathon, je reviens à l'auto avec mes petites-filles âgées de trois et cinq ans pour continuer mon pèlerinage dominical.

Oh! surprise: avis d'infraction (aux alentours, le même papier bleu gisait sur le pare-brise des autos). «Adieu veau, vache, cochon couvée».

Adieu le beau rêve d'une visite sur l'histoire de la belle ville, qui venait de prendre fin.

Dans l'après-midi, pour mes deux petites-filles, j'ai donc inventé des jeux sur la logique et l'illogisme de certains comportements de l'homme... Est-ce ainsi que les hommes vivent???

Ghyslaine Lavoie
Ste-Foy

Arrivée imminente de l'ouragan Bertha Les marins se préparent à faire face à la musique

HALIFAX (PC) — Pêcheurs, propriétaires de bateaux de plaisance et marins de toute sorte fermaient solidement les écoutes de leurs embarcations hier, en prévision de l'ouragan Bertha qui se dirigeait en ligne droite sur la Nouvelle-Écosse.

La tempête, accompagnée de vents de 100 km/h, avait cependant diminué d'intensité en mettant le cap vers le nord. On s'attendait tout de même à ce qu'elle se manifeste violemment en atteignant la côte ce soir.

Hier soir, l'ouragan se trouvait à environ 400 kilomètres au sud de Yarmouth, N.-É., et on prévoyait qu'il traverserait le nord-est de la Nouvelle-Écosse avant de filer vers Cap-Breton.

On s'attendait à ce que Bertha apporte jusqu'à 90 millimètres d'une pluie torrentielle.

Le Kolm-Atlantic, navire de la compagnie Hapag-Lloyd ayant quitté Halifax mardi pour se rendre à New York, a modifié son itinéraire afin d'éviter le cœur de la tempête.

« Il va rencontrer l'ouragan, mais il restera plus près de la côte que d'habitude », a déclaré Arie Vandenberg, porte-parole de Hapag-Lloyd. « Bertha sera assez éloigné de la côte pour permettre au navire d'effectuer son voyage ».

Garde côtière en alerte

Sur les quais de Halifax, les débardeurs veillaient à ne laisser aucun entassement trop élevé de conteneurs vides. Au club nautique, les propriétaires d'embarcations prenaient tous les moyens à leur disposition pour protéger les yachts et les voiliers.

Même la marine canadienne a pris des précautions, en multipliant les amarres des navires militaires et des ravitailleurs se trouvant dans le port de Halifax.

De son côté, la garde côtière ne prenait aucune mesure spéciale en prévision de l'ouragan.

« Nos navires de recherche et de sauvetage sont constamment en alerte. Il n'est donc pas néces-

saire d'avoir des navires supplémentaires en service ou de prendre quelque mesure spéciale que ce soit », a indiqué un porte-parole, Lloyd Brown.

Un navire de la garde côtière attendait Bertha, à Shelburne, à la pointe sud de la Nouvelle-Écosse.

Réintégré à un poste de syndiqué Un ex-cadre supérieur poursuit son employeur

SHERBROOKE (PC) — Un ancien cadre supérieur réclame une compensation de 237 335 \$ à son employeur à la suite de son transfert à un poste syndiqué, ce qu'il considère comme un congédiement déguisé.

C'est ce qui ressort d'une poursuite intentée par M. Gérard Hamel contre Ingénierie Combustion du Canada et inscrite en cour supérieure, au palais de justice de Sherbrooke, par l'intermédiaire de Me Dyane Perreault.

Le demandeur a invoqué qu'il subit une importante perte économique à cause de cette rétrogradation.

Il relate dans sa déclaration qu'il est entré au service de l'entreprise en 1956 et a représenté la compagnie non seulement au Canada, mais aussi aux États-

Unis, en Allemagne, en France, en Espagne, en Hollande, en Roumanie, en Chine et au Mexique.

M. Hamel a occupé le poste de contremaître général de 1975 à 1983, en 1985 et de 1986 à 1988. Il a accepté à la demande de la direction, en 1980, le poste de surintendant intérimaire pendant une période de six mois au cours de laquelle il était responsable de toute l'usine.

Le 27 mai 1988, M. Hamel

était remercié de ses services sans préavis après avoir été à l'emploi de l'entreprise pendant 32 ans. Il a dû être hospitalisé le lendemain et est resté en convalescence jusqu'au 13 août suivant et son congédiement a été reporté.

M. Hamel a porté plainte dans l'intervalle à la Commission des droits de la personne en invoquant que son licenciement n'était motivé par aucune raison valable.

★ LA BAIE ★

ACCESSOIRES D'ÉTÉ HAUTS EN COULEUR! SOLDE D'ACCESSOIRES POUR FEMME, LES 2, 3 ET 4 AOÛT SEULEMENT!

30% DE RABAIS
MONTRES DUMAI

Elles vous ont fait envie tout l'été? C'est le temps d'économiser! A vous de choisir le modèle, la couleur et la forme au goût de l'heure! Ord. 60 \$ à 120 \$. Solde **42 \$ à 84 \$** ch.

Montres, rayon 221

30% DE RABAIS*
TOUS LES BIJOUX EN ARGENT FIN ET SEMI-PRÉCIEUX

Chaines, boucles d'oreilles, anneaux et autres bijoux font partie de notre sélection. Le choix varie selon le magasin. * Sur le prix étiqueté.

Bijoux fins, rayon 229

15% DE RABAIS*
TOUS LES ATTACHÉS-CASES ET LES BAGAGES**

Samsonite, Ricardo, Jetliner et plusieurs autres. Le choix varie selon le magasin. * Sur le prix ordinaire. ** Ensembles de bagages 3 pièces BayClub à 59,99 exceptés.

Bagages, rayon 236

50% DE RABAIS
ACCESSOIRES* SAISONNIERS POUR LES CHEVEUX

Les classiques, les perles, le métal, le fluo, le style nautique ou Santa Fe dans le lot. *Bandeaux à 3,99 exceptés. Ord. 3 \$ à 25 \$. Solde **1,50 à 12,49** ch.

Accessoires pour femme, rayon 215

50% DE RABAIS
TENUES D'EXERCICE BAYCLUB

Un bel assortiment de culottes, pantalons capri et de cyclisme, camisoles et autres. Pas en noir. Dans certains magasins et le choix varie. Ord. 12,99 à 25,99. Solde **6,49 à 12,99** ch.

Bas, rayon 225

50% DE RABAIS
FICHUS PRINTEMPS-ÉTÉ

Tout un choix de modèles, de couleurs et de tissus! Le choix varie selon le magasin. Ord. 7,99 à 30 \$. Solde **3,99 à 14,99** ch.

Accessoires pour femme, rayons 201 et 228

50% DE RABAIS*
BIJOUX MODE À PRIX DÉJÀ RÉDUITS

Des bijoux offerts à moitié prix! Tout une aubaine! * Sur le prix étiqueté.

Bijoux mode, rayon 235

10 \$ DE RABAIS
PORTEFEUILLES ET CHEQUIERS EN PEAU D'ANGUILLE

C'est le temps de faire peau neuve dans votre sac à main! Le choix varie selon le magasin. Ord. 39,99. Solde **29,99** ch.

Maroquinerie pour femme, rayon 216

30% DE RABAIS
SACS À MAIN PRINTEMPS-ÉTÉ

Que diriez-vous, madame, d'un sac à main en toile, en vinyle, en tissu ou en nylon, à 30% de rabais? Beau choix, mais faites vite! Ord. 9,99 à 60 \$. Solde **6,99 à 42 \$** ch.

Sacs à main, rayons 210 et 829

50% DE RABAIS
COLLANTS FINS TEXTURÉS

Les marques appréciées dont Baycrest, Secret et Cameo. Couleurs et modèles assortis. Ord. 3,99 à 9 \$. Solde **1,99 à 4,49** ch.

Collants fins, rayon 226

50% DE RABAIS
SOCQUETTES LÂCHES PANACHE POUR FEMME

Une gamme de 11 magnifiques couleurs mode. (Noir et blanc exceptés). Pointure unique. Ord. 2,99. Solde **1,49** la paire.

Accessoires, rayon 227

Incendie précédé d'explosions à Longueuil

LONGUEUIL (PC) — Deux explosions successives suivies d'un incendie ont complètement détruit, hier, l'immeuble qui abritait le dépanneur Chez Villy, à Longueuil.

Peu après minuit, hier, au moment précis où une première explosion secouait les structures du petit dépanneur, des voisins ont aperçu un homme s'enfuir, en courant, des lieux de la déflagration.

Quelques secondes plus tard, un deuxième souffle a fait voler les vitres du commerce en éclats.

Cette deuxième explosion fut suivie d'un incendie qui, dans les minutes suivantes, allait nécessiter une alerte générale.

Les flammes ont rasé ce vieux bâtiment d'un étage. Les dégâts sont considérables.

Selon un enquêteur du Service des incendies de Longueuil, tout indique qu'un accélérateur, tel un cocktail Molotov ou un bidon d'essence, a été utilisé pour allumer le feu.

Les pompiers de Longueuil ont combattu les flammes jusqu'aux petites heures du matin. Personne n'a été blessée lors de l'incendie.

Noyade à La Baie

LA BAIE (PC) — L'amitié qui s'était développée entre deux Baieriverains et des marins d'un navire amarré au large dans la baie des Ha! Ha! a tourné au drame, dans la nuit de lundi à hier : alors que les deux hommes de La Baie allaient reconduire leurs trois amis à leur bateau, l'United Venture, leur petite chaloupe de 12 pieds en fibre de verre n'a pu affronter une vague, étant surchargée, et l'un des matelots s'est noyé.

La victime est un Turc de 34 ans, Unlu Huseyin.

SOLDE DE VÊTEMENTS ET D'ACCESSOIRES POUR HOMME: TANT QU'IL Y EN AURA!

20% À 40% DE RABAIS
PANTALONS TOUT-ALLER

Pantalons d'été légers Grenadier, BayClub, Imperial, Zone, Pierre Cardin et Fellini. Tailles 30 à 40. Le choix varie selon le magasin. Ord. 24,99 à 45 \$. Solde **19,99 et 24,99** ch.

Pantalons et shorts pour homme, rayons 314 et 848

20% À 50% DE RABAIS
SHORTS POUR HOMME

Grenadier, BayClub, Imperial, D. Elliot et Pierre Cardin dans le lot. Tailles 30 à 40 et P.M.G.T.G. Le choix varie selon le magasin. Ord. 12,99 à 32 \$. Solde **9,99 et 14,99** ch.

Pantalons et shorts pour homme, rayons 314 et 848

50% DE RABAIS
LUNETTES DE SOLEIL TROPIC-CAL POUR HOMME ET FEMME

Modèles rétro et traditionnels avec verres de teintes variées. L'offre de lunettes de soleil pour femme se termine le 5 août. Ord. 9,99 à 45 \$. Solde **4,99 à 22,50** la paire.

Accessoires, rayons 201 et 336

15⁹⁹ À 19⁹⁹
CHEMISETTES HABILLÉES

Les marques appréciées telles que BayClub et Arrow. Ord. 24 \$ à 34 \$. Solde **15,99 à 19,99** ch.

Chemises habillées, rayon 330

10 \$ À 40 \$ DE RABAIS
VESTONS

Vestons tout-aller printemps-été BayClub, London Fog et Pierre Cardin. Le choix varie selon le magasin. Ord. 29,99 à 90 \$. Solde **19,99 à 59,99** ch.

Vêtements d'extérieur, rayons 310 et 849

SENSAS! 14⁹⁹
MAILLOTS DE BAIN BELOTTI ET BAYCLUB

À la plage ou à la piscine, vous ferez sensation avec un maillot couleur mode, de la Baie! Ord. 19,99 à 24,99. Solde **14,99** ch.

Maillots de bain pour homme, rayon 307

SUPER! 6⁹⁹
TEE-SHIRTS POUR HOMME

Tee-shirts printemps-été dans un choix fabuleux de modèles, couleurs et tailles. **6,99** ch.

Vêtements pour homme, rayons 317 et 860

50% DE RABAIS
COMPLETS SAISONNIERS CHARTER CLUB

Plusieurs modèles en tailles 38 à 46. Dans certains magasins seulement. Ord. 325 \$. Solde **162,50** ch.

Complètes pour homme, rayon 301

29⁹⁹ ET 39⁹⁹
PULLS BELOTTI

Pulls printemps-été. Modèles et tailles variés. Le choix varie selon le magasin. Ord. 50 \$ à 75 \$. Solde **29,99 et 39,99** ch.

Pulls pour homme, rayon 344

SUPER! 5⁹⁹
CAMISOLES POUR HOMME

Quelle aubaine! Venez vite vous en procurer une douzaine! Couleurs et tailles variées. **5,99** ch.

Vêtements pour homme, rayons 317 et 860

6 \$ À 35 \$ DE RABAIS
CHAPEAUX PRINTEMPS-ÉTÉ

Ord. 18,50 à 25 \$. Solde **9,99** ch. Ord. 26 \$ à 38,50. Solde **19,99** ch. Ord. 40 \$ à 65 \$. Solde **29,99** ch.

Accessoires pour homme, rayon 326

30% À 50% DE RABAIS*
VÊTEMENTS SPORTS GRIFFÉS POUR HOMME

Toutes les collections printemps-été Polo, Gant, Claiborne, Nautica et plusieurs autres. Dans certains magasins seulement. * Sur le prix ordinaire.

Accessoires pour homme, rayon 347

SENSAS! 9⁹⁹
PANTALONS DE PLAGE

Assortiment de couleurs, de modèles et de tailles. **9,99** ch.

Vêtements pour homme, rayons 317 et 860

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!



La célèbre
VENTE
D'ÉTÉ
de
FOURRURE



Venez découvrir la célèbre vente d'été fourrure chez Laliberté, la plus excitante vente de fourrure à Québec... Des centaines de fourrures à des prix tout simplement irrésistibles. C'est un rendez-vous avec vos rêves...

1 099\$ MANTEAUX DE RAT MUSQUÉ NATUREL

1 399\$ à 2 799\$ MANTEAUX DE CASTOR LONG POIL NATUREL OU TEINT

1 399\$ à 3 299\$ MANTEAUX DE CHAT SAUVAGE NATUREL OU LUSTRE

1 699\$ MANTEAUX DE VISON MÂLE PEaux ALLONGÉES

1 899\$ à 7 999\$ MANTEAUX DE VISON FEMELLE PEaux ALLONGÉES

2 899\$ à 4 299\$ IMPOSANTE COLLECTION DE CASTOR RASÉ NATUREL OU TEINT

Les quantités sont limitées et toutes les tailles ne sont pas disponibles dans certaines fourrures.

l'aliberté Fourrures

MAIL CENTRE-VILLE, QUÉBEC 5 2 5 • 4 8 4 1
1 2 3 ANS D'EXPÉRIENCE



À l'achat de votre fourrure, recevez la CARTE PRIVILÈGES LALIBERTÉ qui vous offre des avantages exclusifs:

- ◇ 10%* de rabais sur TOUS vos achats, MÊME sur les prix déjà réduits.
- ◇ RÉPARATIONS NORMALES GRATUITES avec tout achat de vêtements

* Non valide sur la fourrure et les services connexes, sur les pelisses, au restaurant et au rayon des cosmétiques.

12 MOIS SANS INTÉRÊT
FINANCEMENT SUR PLACE
SANS INTERMÉDIAIRE

LALIBERTÉ VOUS OFFRE LE MEILLEUR SERVICE APRÈS-VENTE:

- Garantie d'un an avec police d'assurance • Plan mise de côté
- Entreposage gratuit la première année • Retouches normales gratuites

CADEAU 75\$

Durant la vente d'été fourrure, Laliberté vous offre un cadeau additionnel de 75 \$ en bons d'achat applicables dans tous les autres rayons du magasin.

PROFITEZ ÉGALEMENT DE
LA VENTE DE BLANC
À LA BOUTIQUE MULTI DÉCOR
ET DE
LA VENTE D'ÉTÉ

50% sur TOUTE la collection estivale SIMON CHANG
Jusqu'à 50% sur la majorité des vêtements mode de la saison.

